

NERC/04/RAP
Mars 2004

RAPPORT DE LA
VINGT-SEPTIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO
POUR LE PROCHE-ORIENT

Doha (État du Qatar), 13-17 mars 2004

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Bureau régional de la FAO pour le Proche-Orient

Le Caire, 2004

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, mise en mémoire dans un système de recherche documentaire, ni transmise sous quelque forme ou par quelque procédé que ce soit: électronique, mécanique, par photocopie ou autre, sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur. Toute demande d'autorisation devra être adressée au Bureau régional de la FAO pour le Proche-Orient, B.P. 2223, Le Caire (Égypte) et comporter des indications précises relatives à l'objet et à l'étendue de la reproduction.

Date et lieu des conférences régionales de la FAO pour le Proche-Orient

Première	- Le Caire (Égypte), 2-14 février 1948
Deuxième	- Bloudane (Syrie), 28 août - 6 septembre 1951
Troisième	- Le Caire (Égypte), 1er-9 septembre 1953
Quatrième	- Damas (Syrie)*, 10-20 décembre 1958
Cinquième	- Téhéran (Iran), 21 septembre - 1er octobre 1960
Sixième	- Tel Amara (Liban), 30 juillet - 8 août 1962
Septième	- Le Caire (Égypte)**, 19-31 octobre 1964
Huitième	- Khartoum (Soudan), 24 janvier - 2 février 1967
Neuvième	- Bagdad (Iraq), 21 septembre - 1er octobre 1968
Dixième	- Islamabad (Pakistan), 12 - 22 septembre 1970
Onzième	- Koweït (Koweït), 9-19 septembre 1972
Douzième	- Amman (Jordanie), 31 août - 9 septembre 1974
Treizième	- Tunis (Tunisie), 4-11 octobre 1976
Quatorzième	- Damas (Syrie), 9-16 septembre 1978
Quinzième	- Rome (Italie), 21-25 avril 1981
Seizième	- Nicosie (Chypre), 25-29 octobre 1982
Dix-septième	- Aden (Rép. dém. pop. du Yémen), 11-15 mars 1984
Dix-huitième	- Istanbul (Turquie), 17-21 mars 1986
Dix-neuvième	- Mascate (Oman), 13-17 mars 1988
Vingtième	- Tunis (Tunisie), 12-16 mars 1990
Vingt et unième	- Téhéran (République islamique d'Iran), 17-21 mai 1992
Vingt-deuxième	- Amman (Jordanie), 3-6 juillet 1994
Vingt-troisième	- Rabat (Royaume du Maroc), 26-29 mars 1996
Vingt-quatrième	- Damas (République arabe syrienne), 21-25 mars 1998
Vingt-cinquième	- Beyrouth (Liban), 20-24 mars 2000
Vingt-sixième	- Téhéran (République islamique d'Iran), 9-13 mars 2002
Vingt-septième	- Doha (État du Qatar), 13-17 mars 2004

* Connue sous le nom de République arabe unie du 01/03/1958 au 28/09/1961.

** Connue sous le nom de République arabe unie jusqu'au 02/09/1971.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Pages</u>
RÉSUMÉ DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS	i - vi
	<u>Paragraphes</u>
I. INTRODUCTION	
- Organisation de la Conférence	1
- Cérémonie d'ouverture	2 - 7
- Élection du Président et des Vice-Présidents et nomination du Rapporteur	8 - 10
- Adoption de l'ordre du jour et du calendrier	11
II. ALLOCUTION	
- Allocution du Directeur général	12 - 18
III. QUESTIONS À DÉBATTRE	
- Rapport sur les activités menées par la FAO dans la région du Proche-Orient en 2002-2003	19 - 20
- Rapport de la Réunion des hauts fonctionnaires	21
- Création de la Commission de la santé animale pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord (AHCNENA)	22 - 23
- Débat général	24 - 25
- Consultation des ONG/OSC pour le Proche-Orient	26
IV. AUTRES QUESTIONS	
- Liste des sujets qui pourraient être considérés pour la Vingt-huitième Conférence Régionale	27
V. CONCLUSION	
- Date et lieu de la Vingt-huitième Conférence Régionale pour le Proche-Orient	28
- Adoption du rapport de la Conférence	29
- Clôture de la Conférence	30 - 34
ANNEXES	
A. Ordre du jour révisé	
B. Liste des participants	
C. Liste des documents	
D. Allocution du Directeur général	
E. Rapport de la Réunion des hauts fonctionnaires	
F. Compte rendu résumé de la Table Ronde Sur Le Financement Du Développement Agricole Dans La Région Du Proche Orient	
G. Compte rendu résumé de la Réunion Latérale Sur La Stratégie Sous-régionale Pour Le Développement Agricole Et La Sécurité Alimentaire Durable Pour L'Afrique Du Nord	

RÉSUMÉ DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

La Vingt-septième Conférence régionale de la FAO pour le Proche-Orient a fait les recommandations ci-après:

1. Débat général

1.1 À l'attention des États Membres

La Conférence **a invité** les États Membres à:

- i. examiner le document intitulé « Accord portant création de la Commission régionale de la santé animale pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord » et qu'ils transmettraient leur consentement ou leurs vues au Sous Directeur Général/Représentant Régional de la FAO pour le Proche-Orient.

1.2 À l'attention de la FAO

La Conférence **a demandé** à la FAO de:

- i. servir de centre de coordination pour le suivi auprès des États Membres et d'agir selon leurs réponses et conformément aux procédures de la FAO ;
- ii. continuer à apporter un appui aux pays membres, en particulier à ceux qui connaissent des crises alimentaires graves en raison de catastrophes naturelles ou de situations de conflit.

2. Rapport de la Réunion des hauts fonctionnaires

La Conférence a adopté le rapport de la Réunion des hauts fonctionnaires en formulant les recommandations suivantes:

2.1 Suite donnée au Sommet Mondial de l'Alimentation et au Sommet Mondial de l'Alimentation : cinq ans après – Perspectives régionales

2.1.1 À l'attention des États Membres

La Réunion **a invité** les États Membres à :

- i. s'attacher particulièrement à l'élaboration et à la mise à jour des stratégies nationales de développement agricole, en accordant une attention particulière à la durabilité, à la compétitivité et à la sécurité alimentaire, ainsi qu'à la définition de Programmes régionaux pour la sécurité alimentaire;

- ii. encourager les projets de coopération régionale, tels que la définition d'une position concertée dans le cadre des négociations multilatérales portant sur le commerce des produits agricoles, l'harmonisation des politiques et des législations agricoles pertinentes, la promotion des échanges commerciaux intra-régionaux de produits agricoles et le renforcement de la coopération technique entre les pays de la région ;
- iii. appuyer le nouveau Réseau régional Proche-Orient et Afrique du Nord pour les politiques agricoles (NENARNAP) et le Réseau régional pour la gestion de la sécheresse au Proche-Orient et en Afrique du Nord, ainsi que les associations et les réseaux agricoles régionaux déjà établis, tels que l'AARINENA, l'AFMANENA, le CARDNE et la NENARACA;
- iv. redoubler d'efforts en matière d'amélioration de la mise en valeur des ressources humaines à tous les niveaux du secteur agricole, en accordant une attention particulière au renforcement des institutions nationales de recherche agricole, de transfert de technologies, de commercialisation et de vulgarisation;
- v. augmenter les investissements dans l'agriculture et dans le développement rural et favoriser l'essor du secteur privé.

2.1.2 À l'attention de la FAO

La Réunion **a demandé** à la FAO:

- i. d'aider les États Membres à élaborer des stratégies et des programmes nationaux et régionaux pertinents à l'appui du développement agricole durable et de la sécurité alimentaire;
- ii. de continuer à apporter leur soutien au Réseau régional Proche-Orient et Afrique du Nord pour les politiques agricoles (NENARNAP) et au Réseau régional pour la gestion de la sécheresse au Proche-Orient et en Méditerranée, ainsi qu'à d'autres associations et réseaux agricoles régionaux;
- iii. d'aider les États Membres à renforcer leurs capacités en matière de ressources humaines et à effectuer des réformes pertinentes au niveau des institutions et des politiques liées à l'évolution du contexte économique régional et international, et de continuer à fournir une aide technique et à stimuler le renforcement des capacités à l'appui des experts nationaux, en vue des négociations entreprises dans le cadre de l'OMC et d'autres négociations multilatérales portant sur le commerce des produits agricoles;
- iv. d'aider les États Membres à renforcer leurs institutions nationales de recherche, de vulgarisation et de commercialisation et leurs petites entreprises agricoles, et à renforcer les liens entre vulgarisation et recherche, en tenant

compte des projets probants mis en oeuvre dans la région, comme le Réseau virtuel de communication pour la vulgarisation et la recherche (VERCON);

- v. d'effectuer une étude sur l'impact de la construction du mur sur le secteur agricole et la sécurité alimentaire des Territoires palestiniens.

2.2 Alliance internationale contre la faim

La réunion est *convenue* que les alliances nationales pouvaient servir de tremplin pour mobiliser la volonté politique et les ressources à l'échelle nationale et internationale et pouvaient jouer un rôle de premier plan en matière de lutte contre la faim. Il a également été convenu qu'une approche à double volet permettrait de traiter toutes les facettes de la sécurité alimentaire, essentiellement la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité des approvisionnements alimentaires.

2.3 Vers une gestion améliorée de la demande d'eau au Proche-Orient

2.3.1 À l'attention des États Membres

La réunion **a invité** les États Membres à :

- i. revoir leurs politiques de l'eau de façon à les axer davantage sur la rareté, la préparation aux sécheresses et l'atténuation de leurs effets, et la mise en place ou le réexamen des cadres réglementaires en matière d'eau, en vue de mettre en œuvre des mesures de réduction des pertes hydriques et de la pollution ;
- ii. renforcer l'efficacité d'utilisation de l'eau et envisager le recouvrement des coûts des services d'irrigation comme les coûts de fonctionnement et maintenance;
- iii. adopter des ajustements structurels concernant la gestion de la demande de l'eau et des bassins versant, comme des réformes institutionnelles, l'organisation des bénéficiaires et leur participation à la gestion des périmètres d'irrigation, la participation du secteur privé, ainsi que le renforcement des ressources humaines pour la gestion de l'eau d'irrigation, tout en mettant l'accent sur les agriculteurs et les fournisseurs de services ;
- iv. promouvoir l'utilisation des ressources en eau non conventionnelles et appuyer la recherche sur la réutilisation sans risque des eaux usées épurées, des eaux saumâtres et des eaux salines, en prêtant dûment attention à l'agriculture pluviale, à l'amélioration de l'efficacité d'utilisation de l'eau et de la gestion des cultures, et à la sélection de variétés tolérantes à la sécheresse et à la salinité.

2.3.2 À l'attention de la FAO

La réunion **a demandé** à la FAO de :

- i. continuer à fournir une assistance technique à ses États Membres pour l'examen et la mise en œuvre de leurs politiques, de leurs réglementations et de leurs institutions;
- ii. aider les États Membres à élaborer, promouvoir et adopter des outils technologiques adaptés à la gestion de la demande d'eau et des bassins versants;
- iii. appuyer le renforcement des capacités et faciliter l'échange de données d'expérience et d'informations entre États Membres sur des aspects pertinents de la gestion de l'eau destinée à l'agriculture ;
- iv. organiser un atelier régional sur la gestion de la récupération de l'eau et des crues et aider les pays à élaborer des stratégies appropriées. À cet égard, l'Iran a proposé d'accueillir et de financer un tel atelier ;
- v. plaider en faveur d'une meilleure productivité de l'eau dans le secteur agricole.

2.4 Sécurité Sanitaire des Aliments et Commerce International dans la région du Proche-Orient

2.4.1 À l'attention des États Membres

La réunion **a demandé** aux États Membres de :

- i. moderniser leurs systèmes de contrôle des denrées alimentaires en créant un cadre réglementaire approprié, en renforçant la capacité des services d'inspection, en améliorant la capacité des laboratoires de contrôle et en précisant les rôles et responsabilités des institutions compétentes afin de réduire les double emplois;
- ii. renforcer l'expertise scientifique et technique nationale et leur participation aux travaux de la Commission du Codex Alimentarius ;
- iii. appliquer des systèmes d'assurance de la qualité pour la production et la transformation des denrées alimentaires ;
- iv. renforcer les capacités nationales de surveillance des maladies transmises par les aliments et créer un système d'alerte rapide et un mécanisme de communication avec les autorités chargées du contrôle des denrées alimentaires pour mettre en place les mesures correctives nécessaires, et sensibiliser les consommateurs sur ces questions.

2.4.2 *À l'attention de la FAO*

La réunion **a demandé** à la FAO de :

- i. continuer à aider les pays à renforcer leurs capacités en matière de gestion de la sécurité sanitaire des aliments, en leur fournissant une assistance technique fondée sur leurs besoins, aux niveaux régional, sous-régional et national, dans les limites des ressources financières et humaines disponibles et en collaboration avec l'OMS ;
- ii. recourir aux mécanismes adéquats pour faciliter la communication et l'échange d'informations ou de données d'expérience sur la surveillance des maladies d'origine alimentaire entre pays de la région, ainsi que sur les dangers liés aux denrées alimentaires.

2.5 Création de la Commission de la santé animale pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord (AHCNENA)

- i. La réunion *a apprécié* l'offre du Koweït d'accueillir et d'appuyer cette Commission lorsqu'elle serait établie.
- ii. Après un long débat, la réunion **a décidé** de communiquer l'Accord portant création de la Commission régionale de la santé animale pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord à la réunion ministérielle pour décision finale.

2.6 Autres Questions

2.6.1 *Événements Collatéraux*

A. Table ronde sur le financement du développement agricole au Proche-Orient

La réunion s'est félicitée de la décision prise par la FAO d'organiser, en collaboration avec la Banque islamique de développement, la Table ronde sur le financement du développement agricole au Proche-Orient, en marge de la Conférence régionale. Cette Table ronde avait pour objectif d'augmenter les flux de financement destinés au développement agricole. Elle a **demandé** à la FAO d'organiser régulièrement ce type de réunion, afin de faciliter la coordination avec ses partenaires du développement représentant des institutions financières et des bailleurs de fonds régionaux et internationaux (pour de plus amples renseignements sur les débats tenus à l'occasion de cette table ronde, voir Annexe F).

B. Stratégie sous-régionale et Programme pour la sécurité alimentaire en Afrique du Nord

La réunion a pris note de la consultation organisée en marge de la Conférence en vue de débattre des possibilités de définir une stratégie sous-régionale de sécurité alimentaire intéressant les États Membres de l'Afrique du Nord. Des représentants de tous les États Membres de la sous région ont participé à cette consultation. La réunion a souligné l'importance de l'accord de principe conclu lors de la consultation, concernant la définition commune d'une stratégie sous-régionale par les pays de la sous région, l'UMA et la FAO.

2.6.2 Efforts pour le Contrôle du Criquet Pèlerin

La réunion s'est félicitée des efforts déployés par la FAO dans le domaine de la lutte contre le criquet pèlerin, grâce au programme EMPRES. Elle **a exhorté** les pays donateurs à fournir de toute urgence leur appui à la lutte contre les essaims de criquets pèlerins dans la région Ouest.

2.6.3 Technologie de l'Information en Agriculture et en Milieu Rural

La réunion s'est félicitée du nouveau programme mis en œuvre par la FAO en vue de combler le fossé numérique rural et **a sollicité** un appui pour la création de partenariats internationaux axés sur l'exploitation de l'information et des connaissances, en vue d'augmenter la sécurité alimentaire et de lutter contre la pauvreté, et de renforcer les capacités humaines et institutionnelles à cet égard.

3. Consultation des ONG/OSC pour le Proche-Orient

Dans le cadre du Plan d'action du Sommet Mondial de l'Alimentation, il est devenu habituel depuis la vingt-troisième session de convoquer des consultations des ONG/OSC parallèlement aux Conférences régionales de la FAO. Une Consultation régionale des ONG/OSC a été organisée les 12 et 13 mars à Doha (Qatar), parallèlement à la Conférence régionale, avec la participation d'un certain nombre d'organisations non gouvernementales et d'organisations de la société civile. Le rapport de cette Consultation a été soumis à la Conférence qui en a pris acte et a souligné l'importance d'un partenariat renforcé avec ces acteurs essentiels, pour bénéficier de leur expérience auprès des collectivités locales et aider à formuler des politiques et des stratégies de sécurité alimentaire dans la région, en collaboration avec les organisations qui agissent au niveau des communautés de base

4. Liste des sujets qui pourraient être considérés pour la Vingt-huitième Conférence Régionale

La Conférence a établi un comité composé des représentants de trois états membres (Iran, Maroc, Soudan), du rapporteur et d'un membre du secrétariat de la FAO, pour assister à la collection des sujets proposés par les membres et pour préparer une liste de ces sujets à prendre en considération par la Conférence. Les sujets ont été passés en revue par la Conférence qui **a demandé** au secrétariat de soumettre la liste des sujets approuvés (présentés ci-dessous) au siège de la FAO pour considération et inclusion dans l'agenda de la 28ème Conférence Régionale pour le Proche Orient:

- i. Revue détaillée des règles et normes du commerce pour l'ajustement des réformes économiques et des nouveaux changements socio-économiques.
- ii. Contrôle de qualité des produits agricoles et traitement post-récolte.
- iii. Vulgarisation agricole, recherche et transfert de technologie pour un développement agricole durable.
- iv. Agriculture organique au Proche Orient: problèmes, contraintes et potentiels.

- v. Les investissements dans l'agriculture: situations actuelle, les contraintes et les prospects de l'avenir.
- vi. Le rôle due section privé dans le financement et l'exécution des projets d'irrigation.
- vii. Restructuration de secteur agricole pour l'adapter aux récents changement au niveau global.
- viii. Evaluation des expériences des pays sur la participation des agriculteurs dans la gestion des systèmes d'irrigation publiques (associations des utilisateurs).
- ix. Utilisation de la biotechnologie et de l'ingénierie génétique pour supporter le développement rurale au Proche Orient: Pros et Cons.
- x. Identification des priorités nationales et régionales pour les projets agricoles et de sécurité alimentaire et exploration de possibilités pour leur financement et leur implémentation.
- xi. Renforcement de la coopération régionale pour contrôler les maladies animales trans-frontalières.
- xii. Promotion du commerce intra régional des produits de l'élevage dans le Proche Orient.

5. Date et lieu de la Vingt-huitième Conférence Régionale pour le Proche-Orient

La Conférence **a salué** l'invitation faite par le Gouvernement du Yémen pour l'organisation de la 28eme FAO Conférence Régionale pour le Proche-Orient, et **a demandé** au Directeur Général de la FAO de prendre cette offre en considération lors de la décision sur la date et le lieu de la prochaine session de la Conférence, en consultation avec les états membres de la région.

I. INTRODUCTION

Organisation de la Conférence

1. La Conférence régionale de la FAO pour le Proche-Orient a tenu sa vingt-septième session à Doha (État du Qatar) du 13 au 17 mars 2004, à l'aimable invitation du gouvernement du Qatar. Ont participé à la Conférence 83 délégués de 22 pays et 38 observateurs. La liste des participants est jointe au présent rapport, à l'Annexe B.

Cérémonie d'ouverture

2. La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence de ministres, de représentants des États Membres, d'observateurs, de hauts fonctionnaires, de représentants d'institutions des Nations Unies, d'organisation régionales et d'ONG, de chefs de missions diplomatiques auprès de l'État du Qatar et de leurs représentants, ainsi que de représentants des médias.

3. Son Altesse Sheikh Abdallah Bin Khalifa Al-Thani, Premier Ministre, a ouvert la Conférence. Dans son allocution liminaire, le Premier ministre a souhaité la bienvenue aux participants au nom de son gouvernement et de Leurs Altesses le Prince du Qatar et le Prince héritier du Qatar. Il a tenu à remercier la FAO et le Bureau régional pour le Proche-Orient d'avoir organisé la vingt-septième conférence régionale pour la première fois, au Qatar.

4. Son Altesse a souligné l'importance de la coopération régionale et internationale pour la lutte contre la faim. À cet égard, il a réaffirmé à la FAO le soutien de son pays aux projets visant le développement agricole et la sécurité alimentaire et a félicité le Directeur général de l'Organisation pour les efforts qu'il déploie sans relâche afin d'atteindre ces nobles objectifs.

5. M. Jacques Diouf, Directeur général de la FAO, a exprimé toute sa gratitude à Son Altesse Sheikh Hamad Bin Khalifa Al-Thani, ainsi qu'au gouvernement et au peuple du Qatar, pour leur accueil chaleureux et leur hospitalité. Il a remercié Son Altesse Sheikh Abdalla Bin Khalifa Al-Thani, Premier ministre du Qatar, d'avoir accepté d'ouvrir cette Conférence et l'a félicité pour les préparatifs et pour l'excellente qualité des installations mises à la disposition de la Conférence.

6. Son Excellence Sheikh Ali Ben Saad Al-Kawari, Ministre des affaires municipales et de l'agriculture, s'est adressé à l'assemblée et a exprimé la gratitude de son pays pour les efforts soutenus déployés par la FAO, en partenariat avec d'autres organes internationaux oeuvrant dans le domaine du développement agricole, en vue d'atteindre les objectifs fixés par la communauté internationale à l'occasion du Sommet Mondial de l'Alimentation de 1996.

7. En conclusion, le Ministre a déclaré que la meilleure façon de faire face aux problèmes économiques et techniques auxquels sont confrontés les pays du Proche-Orient était de privilégier les efforts concertés et la collaboration entre les pays de la région. Il a souligné l'importance des projets régionaux et sous-régionaux axés sur les problèmes communs et sur l'utilisation partagée des ressources agricoles, notamment dans le secteur des pêches et de l'élevage.

Élection du Président, des Vice-Présidents et nomination du Rapporteur

8. M. Ali Ben Saad Al-Kawari, ministre des affaires municipales et de l'agriculture du Qatar, a été élu président de la Conférence à l'unanimité.

9. La Conférence est convenue que tous les autres chefs de délégation occuperaient les fonctions de vice-présidents.

10. Mr. Mohamed Said Harbi (Soudan) a été nommé rapporteur.

Adoption de l'ordre du jour et du calendrier

11. L'ordre du jour provisoire NERC/04/1 (Annexe A) et le calendrier NERC/04/INF/2 ont été adoptés par la Conférence, avec un amendement d'inclure le sujet sur l'établissement de la Commission Régional sur la Santé Animale (AHCNENA).

II. ALLOCUTION

Allocution du Directeur général

12. Dans sa déclaration (Annexe D), M. Jacques Diouf, Directeur général de la FAO, a fait état de la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, en soulignant les questions intéressantes particulièrement le Proche-Orient. Le Directeur général a mentionné la réunion tenue par le conseil général de l'OMC en décembre 2003. Il a constaté que l'engagement consistant à mettre en œuvre le volet Agriculture du Programme de Doha pour le développement avait été confirmé lors de la table ronde sur ce thème tenue à l'occasion de la trente-deuxième session de la Conférence de la FAO, car les politiques commerciales équitables sont indispensables au développement rural et à la sécurité alimentaire. En conséquence, le rôle du Comité des produits de la FAO est plus important que jamais. Cela étant, M. Diouf a informé l'assemblée que la FAO prévoyait d'inviter des représentants des ministères du commerce à la prochaine session du comité des produits, qui se tiendra en février 2005.

13. Le Directeur général a rappelé que durant le Sommet Mondial de l'Alimentation- Cinq ans après (WFS-fyl), les chefs d'états et de gouvernement avaient décidé de pousser à la mise en place du plan d'action et d'établir l'Alliance Internationale Contre la Faim (IAAH). Il a indiqué que des comités d'alliance sont en cours dans des états membres en vue de mobiliser les gouvernements, les parlements, les ONG et la société civile, le secteur privé et les organisations agricoles.

14. Le Directeur général a noté que malgré la diversité des conditions climatiques, des ressources et des niveaux de développement économique les caractérisant, les pays du Proche-Orient sont confrontés à des défis de même nature, qui justifient la définition de solutions communes susceptibles d'être adaptées ensuite aux spécificités de chaque pays. Il a souligné que le secteur de l'agriculture représentait 13 pour cent du produit intérieur brut et employait 36 pour cent de la population de la région. Et pourtant, il ne représente que 3 pour cent des budgets nationaux, part qui devrait atteindre au moins 5 pour cent au cours des cinq prochaines années.

15. Le Directeur général a souligné que le défi le plus redoutable pour l'agriculture de la région était la pénurie d'eau. Il a constaté que la campagne 2002/2003 donnait satisfaction, en raison des conditions climatiques favorables. La production agricole a augmenté de 2,5 pour cent, par rapport à la croissance annuelle négative enregistrée ces trois dernières années en raison des graves sécheresses ayant touché une grande partie de la région. Cependant, il s'est dit inquiet du fait que six pays de la région avaient été confrontés à des crises alimentaires considérables en 2003, suite à des catastrophes naturelles ou à des conflits. Certains pays ont également subi l'invasion de criquets pèlerins, malgré les efforts déployés pour les maîtriser.

16. Le Directeur général a évoqué les points marquants de l'ordre du jour: perspectives régionales de la suite donnée au Sommet Mondial de l'Alimentation; persistance de la pénurie d'eau; sécurité sanitaire des aliments et commerce international et création de la Commission régionale de la santé animale pour le Proche-Orient. Le Directeur général a également souligné l'importance de la Table ronde sur le financement de l'agriculture, organisée en marge de la Conférence régionale.

17. Le Directeur général a attiré l'attention sur plusieurs défis auxquels est confrontée l'agriculture dans la région, notamment la nécessité de garantir une utilisation plus rationnelle de l'eau et l'application de mesures visant à atténuer les répercussions de la sécheresse et à suivre l'évolution climatique, dans le cadre des mesures de lutte contre la désertification. Il a souligné la nécessité d'entreprendre une réforme des systèmes bancaires, afin de garantir aux agriculteurs et aux petits agriculteurs un accès adéquat et opportun au crédit, sans pour autant menacer la viabilité des institutions financières. Il a également affirmé qu'il était nécessaire de rationaliser les systèmes de commercialisation des produits alimentaires, afin de diminuer les pertes après récolte.

18. En conclusion, le Directeur général a réaffirmé l'engagement de la FAO à continuer à appuyer les gouvernements et les partenaires régionaux à mettre en œuvre des programmes cohérents et efficaces et à mobiliser des sources de financement nationales et extérieures. Il a souligné que la FAO fondait de grands espoirs dans sa collaboration avec les institutions régionales telles que la Ligue Arabe et les organisations économiques régionales pour les préparatifs et la mise en œuvre d'un programme régional pour la sécurité alimentaire.

III. QUESTIONS À DÉBATTRE

Rapport sur les activités de la FAO dans la région Proche-Orient 2002-2003

19. M. Mohamad Albraithen, Sous Directeur Général/Représentant Régional pour le Proche-Orient, a présenté à la Conférence les activités de la FAO dans la région durant l'exercice biennal 2002-2003. Il a commencé par examiner les mesures prises en réponse aux recommandations de la vingt-sixième session de la Conférence régionale pour le Proche-Orient de la FAO. M. Albraithen a également décrit les grandes lignes du programme de travail en cours et indiqué les futures orientations du programme régional face aux problèmes prioritaires dans la région.

20. Les participants ont pris note avec appréciation de l'ampleur des activités de la FAO dans la région durant l'exercice 2002-2003. La Conférence **a approuvé** l'orientation future du programme régional et s'est félicitée que ce programme permette d'aider les États Membres à affronter les problèmes prioritaires de l'alimentation et de l'agriculture dans la région.

Rapport de la réunion des Hauts Fonctionnaires

21. Le rapport de la réunion des hauts fonctionnaires NERC/04/SOM/RAP (Annexe E), a fait l'objet d'un examen approfondi et a reçu l'adoption par la Conférence. Après l'avoir examiné attentivement et en avoir débattu, la Conférence **a adopté** à l'unanimité le rapport avec de légères modifications.

Création de la Commission de la santé animale pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord (AHCNENA)

22. La Conférence a examiné l'Accord portant création de la Commission régionale de la santé animale pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord qui lui a été soumis par la réunion

des hauts fonctionnaires. Après un examen attentif, les participants à la réunion **sont convenus** que les États Membres examineraient le document intitulé « Accord portant création de la Commission régionale de la santé animale pour le Proche-Orient et l’Afrique du Nord » et qu’ils transmettraient leur consentement ou leurs vues au Sous Directeur Général/Représentant Régional de la FAO pour le Proche-Orient.

23. Ils **ont** également **demandé** au Bureau régional pour le Proche-Orient de servir de centre de coordination pour le suivi auprès des États Membres et d’agir selon leurs réponses et conformément aux procédures de la FAO.

Débat général

24. La Conférence a examiné des aspects particuliers relatifs au Programme régional de la FAO et au Rapport de la réunion des hauts fonctionnaires. En outre, les délégués des pays ont mis en lumière un certain nombre de questions présentant un intérêt pour la région, reconfirmant parfois des recommandations importantes de la réunion des hauts fonctionnaires qui ont été adoptées par la Conférence.

25. La Conférence a félicité la FAO et son Bureau régional pour le Proche-Orient de son appui constant aux pays de la région, et plus particulièrement aux efforts nationaux de développement de l’agriculture au niveau des petits agriculteurs, et de son action en faveur de la sécurité alimentaire. Elle **a demandé** à la FAO de continuer à apporter un appui aux pays membres, en particulier à ceux qui connaissent des crises alimentaires graves en raison de catastrophes naturelles ou de situations de conflit.

Consultation des ONG/OSC pour le Proche-Orient

26. Dans le cadre du Plan d’action du Sommet Mondial de l’Alimentation, il est devenu habituel depuis la vingt-troisième session de convoquer des consultations des ONG/OSC parallèlement aux Conférences régionales de la FAO. Une Consultation régionale des ONG/OSC a été organisée les 12 et 13 mars à Doha (Qatar), parallèlement à la Conférence régionale, avec la participation d’un certain nombre d’organisations non gouvernementales et d’organisations de la société civile. Le rapport de cette Consultation a été soumis à la Conférence qui en a pris acte et a souligné l’importance d’un partenariat renforcé avec ces acteurs essentiels, pour bénéficier de leur expérience auprès des collectivités locales et aider à formuler des politiques et des stratégies de sécurité alimentaire dans la région, en collaboration avec les organisations qui agissent au niveau des communautés de base.

IV. AUTRES QUESTIONS

Liste des sujets qui pourraient être considérés pour la Vingt-huitième Conférence Régionale

27. La Conférence a établi un comité composé des représentants de trois états membres (Iran, Maroc, Soudan), du rapporteur et d’un membre du secrétariat de la FAO, pour assister à la collection des sujets proposés par les membres et pour préparer une liste de ces sujets à prendre en considération par la Conférence. Les sujets ont été passés en revue par la Conférence qui **a demandé** au secrétariat de soumettre la liste des sujets approuvés (présentés ci-dessous) au siège de la FAO pour considération et inclusion dans l’agenda de la 28ème Conférence Régionale pour le Proche Orient:

- i. Revue détaillée des règles et normes du commerce pour l'ajustement des réformes économiques et des nouveaux changements socio-économiques.
- ii. Contrôle de qualité des produits agricoles et traitement post-récolte.
- iii. Vulgarisation agricole, recherche et transfert de technologie pour un développement agricole durable.
- iv. Agriculture organique au Proche Orient: problèmes, contraintes et potentiels.
- v. Les investissements dans l'agriculture: situation actuelle, les contraintes et les prospects de l'avenir.
- vi. Le rôle du secteur privé dans le financement et l'exécution des projets d'irrigation.
- vii. Restructuration de secteur agricole pour l'adapter aux récents changements au niveau global.
- viii. Evaluation des expériences des pays sur la participation des agriculteurs dans la gestion des systèmes d'irrigation publiques (associations des utilisateurs).
- ix. Utilisation de la biotechnologie et de l'ingénierie génétique pour supporter le développement rural au Proche Orient: Pros et Cons.
- x. Identification des priorités nationales et régionales pour les projets agricoles et de sécurité alimentaire et exploration de possibilités pour leur financement et leur implémentation.
- xi. Renforcement de la coopération régionale pour contrôler les maladies animales trans-frontalières.
- xii. Promotion du commerce intra-régional des produits de l'élevage dans le Proche Orient.

V. CONCLUSION

Date et lieu de la Vingt-huitième Conférence Régionale pour le Proche-Orient

28. La Conférence **a salué** l'invitation faite par le Gouvernement du Yémen pour l'organisation de la 28ème FAO Conférence Régionale pour le Proche-Orient, et **a demandé** au Directeur Général de la FAO de prendre cette offre en considération lors de la décision sur la date et le lieu de la prochaine session de la Conférence, en consultation avec les états membres de la région.

Adoption du rapport de la Conférence

29. La Conférence **a adopté** le rapport avec des amendements mineurs.

Clôture de la Conférence

30. Au nom de la FAO, Mr. Mohamad Albraithen, Assistant Directeur Général/Représentant Régional pour le Proche Orient, a exprimé son appréciation profonde à son Altesse Sheikh Hamad Bin Khalifa Al Thani et au Gouvernement et au Peuple de l'Etat de Qatar pour leur hospitalité dans l'organisation de la 27ème Session de la Conférence Régionale à Doha, et pour l'excellence des facilités et des arrangements faits qui ont contribué au succès de la Conférence. Mr. Albraithen a présenté les remerciements de la FAO à Son

Excellence Mr. Ali Bin Saad Al Kawari, Ministre des Affaires Municipales et de l'Agriculture et au Comité d'organisation pour tous les efforts fournis et les contributions à l'organisation de la Conférence.

31. Son Excellence Mr. Salim Bin Hilal Al-Khalili, Ministre de l'agriculture et des pêches du Sultanat d'Oman, a parlé au nom des délégués pour exprimer les remerciements et l'appréciation au Gouvernement et au Peuple de Qatar pour leur accueil chaleureux et l'hospitalité pendant la tenue de la Conférence à Doha. Son Excellence Al-Khalili a félicité la FAO pour les grands efforts et les services fournis pour la promotion de la sécurité alimentaire dans le monde sous la conduite de Dr. Jacques Diouf. Il a proposé d'envoyer un message de remerciements à Son Altesse Sheikh Hamad Bin Khalifa Al Thani, pour l'hospitalité généreuse et la bienvenue exprimées à tous les participants à la Conférence.

32. Le rapporteur de la Conférence, Dr. Mohamed Harbi, Président du groupe des Représentants Permanents pour le Proche Orient, a réitéré les remerciements chaleureux à Son Altesse le Prince de Qatar, au Gouvernement et au Peuple de Qatar. Il a exprimé ses remerciements à Dr. Jacques Diouf pour ses efforts continus pour combattre la faim et la pauvreté, particulièrement dans cette région. Dr. Harbi a aussi félicité le personnel du Bureau régional de la FAO pour le Proche Orient, dirigé par Mr. Mohamad Albraithen, pour les actions menées dans l'exécution des recommandations de la 26ème Session de la Conférence Régionale, et pour leurs efforts soutenus et sans relâche pour supporter la sécurité alimentaire dans la région.

33. Dans sa déclaration de clôture, Son Excellence Mr. Ali Bin Saad Al-Kawari, Ministre des Affaires Municipales et de l'Agriculture de Qatar, Président de la Conférence, a exprimé son grande appréciation à la FAO sous la conduite de Dr. Jacques Diouf, et aux participants et délégués des états membres pour leur participation et contribution au succès de la Conférence.

34. Le Président a déclaré la Conférence close à 10:00 h, le Mercredi 17 Mars 2004.

Ordre du jour révisé

A) RÉUNION DES HAUTS FONCTIONNAIRES

13-15 mars 2004

I. INTRODUCTION

- 1. Ouverture de la Réunion des Hauts Fonctionnaires**
- 2. Élection du Président et des Vice-Présidents et nomination du Rapporteur**
- 3. Adoption de l'Ordre du Jour et du Calendrier**

II. QUESTIONS À DÉBATTRE

- 4. Suite donnée au Sommet Mondial de l'Alimentation et du Sommet Mondial de l'Alimentation: *Cinq ans après*: Perspectives régionales**
- 5. Alliance Internationale contre la Faim**
- 6. Vers une Gestion Améliorée de la Demande d'Eau au Proche-Orient**
- 7. Sécurité Sanitaire des Aliments et Commerce International dans la région du Proche-Orient**
- 8. Création de la Commission de la Santé Animale pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord (AHCNENA)**
- 9. Rapport de la 3ème Session de la Commission de l'Agriculture et de l'Utilisation des Terres et des Eaux pour le Proche-Orient (ALAWUC)**

III. AUTRES QUESTIONS

- 10. Evénements Latéraux:**
 - i. Table Ronde: Financement de l'Agriculture**
 - ii. Stratégie Sous-Régionale pour la Sécurité Alimentaire en Afrique du Nord**
- 11. Efforts pour le Contrôle du Criquet Pèlerin**
- 12. Technologie de l'Information en Agriculture et en Milieu Rural**

IV. CONCLUSION

- 13. Adoption du Rapport de la Réunion des Hauts Fonctionnaires**
- 14. Clôture de la Réunion des Hauts Fonctionnaires**

B. RÉUNION MINISTÉRIELLE

16-17 mars 2004

I. INTRODUCTION

- 1. Cérémonie d'ouverture**
- 2. Élection du Président, des Vice-Présidents et nomination du Rapporteur**
- 3. Adoption de l'ordre du jour et du calendrier**

II. ALLOCUTIONS

- 4. Allocution du Directeur Général de la FAO**

III. QUESTIONS À DÉBATTRE

- 5. Mesures prises suivant les Recommandations Principales de la Vingt-sixième Conférence Régionale pour le Proche-Orient et les Activités menées par la FAO dans la Région du Proche-Orient 2002-2003**
- 6. Rapport de la Réunion des Hauts Fonctionnaires**
- 7. Création de la Commission de la Santé Animale pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord (AHCNENA)**
- 8. Débat Général sur le Programme Régional**
- 9. Rapport de la Consultation des ONG**

IV. AUTRES QUESTIONS

- 10. Liste des questions qui pourraient être examinées lors de la Vingt-huitième Conférence Régionale**

V. CONCLUSION

- 11. Date et lieu de la Vingt-huitième Conférence régionale pour le Proche-Orient**
- 12. Adoption du rapport de la Conférence Régionale (avec le rapport de la Réunion des Hauts Fonctionnaires)**
- 13. Clôture de la Conférence**

ANNEXE B

قائمة بأسماء المشاركين

LISTE DES PARTICIPANTS

هيئة مكتب المؤتمر

BUREAUX DE LA CONFÉRENCE

Président:

الرئيس

H.E. Ali Ben Saad AL-KAWARI
Minister for Municipal Affairs and
Agriculture
Ministry of Municipal Affairs and
Agriculture Doha

علي بن سعد الكواري
وزير الشؤون البلدية و الزراعة
وزارة الشؤون البلدية و الزراعة ، الدوحة

Vice-Présidents:

نواب الرئيس

Tous les Chefs de délégation

جميع رؤساء الوفود

Rapporteur:

المقرر

Mohamed Said Ali Mohamed HARBI
Permanent Representative of the Republic of
Sudan to FAO, Rome
Chairman of the Near East Group, Rome

محمد سعيد علي محمد حربي
الممثل الدائم للسودان لدى المنظمة ، روما
رئيس مجموعة الشرق ا دنى ، روما

الدول اعضاء فى الإقليم
ÉTATS MEMBRES DE LA RÉGION

AFGHANISTAN

أفغانستان

ALGÉRIE

الجزائر

Délégué

المندوب

Abdesselam CHELGHOUM
Secretary-General
Ministry of Agriculture and Rural Development
Algeria

عبد السلام شلغوم
امين العام
وزارة الفلاحة و التنمية الريفية ، الجزائر

Suppléant

المناوب

Mohamed Nadji BENCHEIKH LEHOCINE
Director of Studies
Ministry of Agriculture and Rural Development
Algeria

محمد الناجي بن الشيخ الحسين
مدير الدراسات
وزارة الفلاحة و التنمية الريفية ، الجزائر

AZERBAIJAN

أذربايجان

BAHREÏN

البحرين

Délégué

المندوب

Hassan ABDEL KARIM
Assistant Undersecretary for Water and Land
Ministry of Municipalities Affairs & Agriculture
Manama

حسن عبد الكريم
الوكيل المساعد للمياه و اراضي
وزارة شؤون البلديات والزراعة ، المنامة

Suppléant

المناوب

Shawki AL-MENAEI
Director of Planning and Water Preservation
Department of Water Resources
Ministry of Municipalities Affairs & Agriculture
Manama

شوقي المناعي
رئيس قسم التخطيط والمحافظة على المياه
إدارة مصادر المياه
وزارة شؤون البلديات والزراعة ، المنامة

CHYPRE

قبرص

Délegué

George KASOULIDES
Ambassador of the Republic of Cyprus in
Qatar, Doha

Suppléant

Harris ZANNETIS
Senior Officer
Ministry of Agriculture, Natural Resources and
Environment, Nicosia

DJIBOUTI

جيبوتي

Délegué

المندوب

H.E. Dini Abdallah BILILIS
Minister for Agriculture, Livestock and Sea
Ministry of Agriculture, Livestock and Sea
Djibouti

ديني عبد الله بليليس
وزير الزراعة و الثروة الحيوانية وشؤون البحر
وزارة الزراعة و الثروة الحيوانية وشؤون البحر
جيبوتي

Suppléant

المناوب

Mohamed Moussa MOHAMED
Director of Agriculture and Forestry
Ministry of Agriculture, Livestock and Sea
Djibouti

محمد موسى محمد
مدير الزراعة و الغابات
وزارة الزراعة و الثروة الحيوانية وشؤون البحر
جيبوتي

ÉGYPTE

مصر

Délegué

المندوب

Magdi MADKOUR
President
Agricultural Research Centre
Ministry of Agriculture and Land Reclamation
Cairo

مجدي مذكور
رئيس مركز ابحاث الزراعية
وزارة الزراعة و استصلاح اراضي
القاهرة

Suppléant

Maryam MOUSSA (Ms.)
Minister Plenipotentiary for Agricultural Affairs
Head of Agricultural Office and Responsible for
Water Resources at the Technical Committee
Embassy of Egypt, Rome

المناوب

مريم موسى
وزير مفوض زراعي و رئيس المكتب الزراعي
و المسؤولة عن المصادر المائية في اللجنة الفنية
سفارة جمهورية مصر العربية ، روما

IRAN, RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'

جمهورية إيران الإسلامية

Délégué

H.E. Mahmoud HOJATI NAJAF ABADI
Minister for Jihad-e-Agriculture
Ministry of Jihad-e-Agriculture, Tehran

Suppléants

Abdul Mahdi BAKHSHANDEH
Deputy Minister for Planning and Economy
Ministry of Jihad-e-Agriculture, Tehran

Djavad MIR
Director-General of International Relations
Ministry of Jihad-e-Agriculture, Tehran

Ali FAHIMIAN
Minister's Advisor
Ministry of Jihad-e-Agriculture, Tehran

Mojtaba RAJABBAIGI
Director-General
Office for International and Regional
Organizations (IRO)
Ministry of Jihad-e-Agriculture, Tehran

Arzhang JAVADI
Director-General
Agricultural Research and Education
Organization
Agricultural Engineering Research Institute
Ministry of Jihad-e-Agriculture, Tehran

Farah-Ara NOWROUZI (Ms.)
Deputy-Director
Agricultural Planning and Economic Research
Institute
Ministry of Jihad-e-Agriculture, Tehran

Reza SOHRABI
Director-General
Study and Evaluation Department (SED)
Ministry of Jihad-e-Agriculture, Tehran

IRAQ

العراق

JORDANIE

اردن

Délegué

المندوب

Omar ALAMAD
Ambassador of the Hashemite Kingdom of
Jordan in the State of Qatar, Doha

عمر العماد
سفير المملكة الأردنية الهاشمية بدولة قطر
الدوحة

Suppléants

المناوبون

Abdel Nabi FARDOUS
Director-General
National Centre for Agricultural Research
and Technology Transfer (NCARTT)
Ministry of Agriculture , Amman

عبد النبي فردوس
مدير عام المركز الوطني للبحوث الزراعية
و نقل التكنولوجيا
وزارة الزراعة ، عمان

Abdallah AL-NAIMAT
Director of Land and Irrigation Directorate
Ministry of Agriculture
Amman

عبدالله النعيمات
مدير مديرية اراضي و الري
وزارة الزراعة، عمان

Ibrahim ABU SAMRA
Head of External Debt Department
Ministry of Finance, Amman

إبراهيم أبوسمرة
رئيس قسم الدين الخارجي
وزارة المالية ، عمان

KAZAKHSTAN

كازاخستان

KOWEÏT

الكويت

Délegué

المندوب

H.E. Fahad Salem Al-Ali AL-SABAH
Chairman & Director-General
Public Authority for Agriculture Affairs and Fish
Resources (PAAFR), Kuwait

الشيخ فهد بن سالم العلي الصباح
رئيس مجلس الإدارة و المدير العام
الهيئة العامة للزراعة و الثروة السمكية ،
الكويت

Suppléants

المناوبون

Abdul Mohsin AL-QALAF
Assistant Undersecretary
Deputy General for Landscape , PAAFR
Kuwait

عبد المحسن القلاف
وكيل وزارة مساعد
نائب المدير العام لشئون الزراعة التجميلية
الهيئة العامة للزراعة و الثروة السمكية ،
الكويت

Naser AL-AMEER
Deputy Director-General
Plant Resources Affairs, PAAFR
Kuwait

ناصر امير
نائب المدير العام لشئون الثروة النباتية
الهيئة العامة للزراعة و الثروة السمكية ،
الكويت

Farida Ahmad MOLLA (Ms.)
Deputy Director-General
Animal Resources Affairs, PAAFR
Kuwait

فريدة أحمد الملا
نائب المدير العام لشئون الثروة الحيوانية
الهيئة العامة للزراعة و الثروة السمكية ،
الكويت

Lamya Ahmad AL-SAQQAF (Ms.)
Permanent Representative of Kuwait to FAO
Rome

لمياء أحمد السقاف
الممثل الدائم لدولة الكويت لدى المنظمة ،
روما

Hassn SHARAF
First Secretary ,
Office of the Permanent Representation of
Kuwait to FAO, Rome

حسن شرف
سكرتير أول
مكتب الممثل الدائم لدولة الكويت لدى المنظمة
، روما

Mohammad Jasem AL-SHATI
Inspection Manager, PAAFR
Kuwait

محمد جاسم الشطي
مدير إدارة التفتيش
الهيئة العامة للزراعة و الثروة السمكية ،
الكويت

Meshari Adnan AL-SAYEGH
Public Relations Department, PAAFR
Kuwait

مشاري الصايغ
إدارة العلاقات العامة
الهيئة العامة للزراعة و الثروة السمكية ،
الكويت

Saleh Eshaq AL-SALEH
Technical Advisor, PAAFR
Kuwait

صالح اسحق الصالح
مستشار رئيس الهيئة العامة للزراعة و الثروة
السمكية ، الكويت

Shakir Mahmood AWAD
Information Section Head, PAAFR
Kuwait

شاكور محمود عوض
رئيس قسم الإعلام
الهيئة العامة للزراعة و الثروة السمكية ،
الكويت

Ali Farhan HAGIRI
Secretary, PAAFR
Kuwait

علي الهاجري
سكرتير
الهيئة العامة للزراعة و الثروة السمكية ،
الكويت

RÉPUBLIQUE KIRGHIZE

جمهورية قرغيزيا

LIBAN

لبنان

Délégué

Wafaá DIKAH-HAMZA (Ms.)
Director of Agro-Industries
Ministry of Agriculture, Beirut

المنسوب
وفاء الضيقة-حمزة
رئيس مصلحة الصناعات الزراعية
وزارة الزراعة ، بيروت

Suppléants

المناوبون

Hussein NASRALLAH
Director of Studies and Coordination
Ministry of Agriculture, Beirut

حسين نصر الله
مدير الدراسات و التنسيق
وزارة الزراعة ، بيروت

Selim ROUKOZ
Irrigation Engineer
Ministry of Agriculture
Beirut

سليم روكز
مهندس ري
وزارة الزراعة ، بيروت

LIBYE

الجمهورية العربية الليبية

Délegué

المندوب

Ashoor OMRAN
Assistant Secretary for Cooperation
Embassy of Libya in Qatar, Doha

عاشور عمران
امين المساعد للتعاون
سفارة ليبيا في قطر، الدوحة

MALTE

مالطا

MAURITANIE

موريتانيا

Délegué

المندوب

Mohamed Lemine Salem OULD DAH
Ambassador of Mauritania in Qatar
Embassy of Mauritania in Qatar, Doha

محمد ا مين سالم ولد الداه
سفير موريتانيا بدولة قطر
سفارة موريتانيا بدولة قطر ، الدوحة

Suppléant

المناوب

Mohamed Abdallah Ould Cheik EL-HADRAMI
Advisor at Embassy of Mauritania in Qatar,
Doha

محمد عبد الله ولد شيخ الحضرمي
مستشار بسفارة موريتانيا بقطر ، الدوحة

MAROC

المغرب

Délegué

المندوب

Abdel Adim TBER
Ambassador of Morocco in Qatar, Doha

عبد العظيم تبير
سفير المغرب في قطر ، الدوحة

Suppléant

المناوب

Abou Bekr Seddik EL GUEDDARI
Director
General Directorate of Agricultural Engineering
Ministry of Agriculture and Rural Development
Rabat

أبو بكر الصديق الكداري
مدير مديرية الهندسة الزراعية
وزارة الزراعة و التنمية الريفية ، الرباط

OMAN, SULTANAT D'

سلطنة عمان

Délégué

المندوب

H. E. Salim Bin Hilal AL-KHALILI
Minister for Agriculture and Fisheries
Ministry of Agriculture and Fisheries
Muscat

سالم بن هلال الخليلي
وزير الزراعة و الثروة السمكية
وزارة الزراعة و الثروة السمكية، مسقط

Suppléants

المنابيون

Saoud Ben Nasser AL-BADAEI
Minister's Office Manager
Ministry of Agriculture and Fishers, Muscat

سعود بن ناصر البداعي
رئيس مكتب الوزير
وزارة الزراعة و الثروة السمكية ، مسقط

Mahmoud Ben Badr AL-MONZERI
Director, Department of Agriculture, Animal and
Fish Resources
Ministry of Agriculture and Fishers, Muscat

محمود بن بدر المنذري
مدير إدارة الزراعة و الثروة الحيوانية و
السمكية
وزارة الزراعة و الثروة السمكية ، مسقط

Hilal ALBOUSAIDI
Counsellor for Agricultural Development
Ministry of Agriculture and Fishers, Muscat

هلال البوسعيدي
مستشار الوزارة للتنمية الزراعية
وزارة الزراعة و الثروة السمكية ، مسقط

Nasar AL-WAHAIBI
Director-General of Animal Wealth
Ministry of Agriculture and Fishers, Muscat

نصر الوهبي
مدير عام الثروة الحيوانية
وزارة الزراعة و الثروة السمكية ، مسقط

Khaled AL-ZIDJALI
Assistant Director-General for Agricultural
Development
Ministry of Agriculture and Fishers, Muscat

خالد الزدجالي
مساعد مدير عام التنمية الزراعية
وزارة الزراعة و الثروة السمكية ، مسقط

PAKISTAN

باكستان

Délégué

M. Ayaz WAZIR
Ambassador of Pakistan in Qatar
Embassy of Pakistan in Qatar
Doha

Suppléants

Tassaduq HUSSAIN
Counsellor
Embassy of Pakistan in Qatar, Doha

Shoeb AHMED
Officer
Embassy of Pakistan in Qatar, Doha

QATAR

Délégué

H.E. Ali Ben Saad AL-KAWARI
Minister for Municipal Affairs and Agriculture
Ministry of Municipal Affairs and Agriculture
Doha

قطر

المندوب

علي بن سعد الكواري
وزير الشؤون البلدية و الزراعة
وزارة الشؤون البلدية و الزراعة ، الدوحة

Suppléants

Ibrahim Ben Rashed AL-MISNED
Under-Secretary
Ministry of Municipal Affairs and Agriculture
Doha

Ali Ben Fahd AL-HAJRI
Permanent Representative of Qatar to FAO
Rome

Mohamad Bin Fahad AL-FAIHANI
Under-Secretary Assistant for Agricultural
Affairs
Ministry of Municipal Affairs and Agriculture
Doha

Abdallah Mohamed AL-KAWARI
Minister's Office Manager
Ministry of Municipal Affairs and Agriculture
Doha

Ali Mohamed Gaber AL-KUBAISY
Director, Department of Agricultural
Development
Ministry of Municipal Affairs and Agriculture
Doha

المناوبون

إبراهيم بن راشد المسند
وكيل الوزارة
وزارة الشؤون البلدية و الزراعة ، الدوحة

علي بن فهد الهاجري
الممثل الدائم لقطر لدى المنظمة ، روما

محمد بن فهد الفيحاني
الوكيل المساعد للشؤون الزراعية
وزارة الشؤون البلدية و الزراعة ، الدوحة

عبد الله محمد الكواري
مدير مكتب الوزير
وزارة الشؤون البلدية و الزراعة ، الدوحة

علي محمد جابر الكبيسي
مدير إدارة التنمية الزراعية
وزارة الشؤون البلدية و الزراعة ، الدوحة

Abdel Rahmam AL-MAHMOUD
Director, Department of Agricultural and Water
Research
Ministry of Municipal Affairs and Agriculture
Doha

عبد الرحمن المحمود
مدير إدارة البحوث الزراعية و المائية
وزارة الشؤون البلدية و الزراعة، الدوحة

Jassem Ali Hilal AL-MOHANNADI
Director, Department of Fisheries
Ministry of Municipal Affairs and Agriculture
Doha

جاسم علي هلال المهدي
مدير إدارة الثروة السمكية
وزارة الشؤون البلدية و الزراعة، الدوحة

Abdallah Safar Abdallah AL-KHANGI
Assistant Director, Department of Agricultural
Development for Agricultural Production
Ministry of Municipal Affairs and Agriculture
Doha

عبد الله صفر عبد الله الخنجي
مساعد مدير إدارة التنمية الزراعية
للإنتاج الزراعي
وزارة الشؤون البلدية و الزراعة، الدوحة

Hashim Bader AL-SADA
Director of Agricultural Organizations Affairs
Ministry of Municipal Affairs and Agriculture
Doha

هاشم بدر السادة
رئيس مكتب شؤون المنظمات الزراعية
وزارة الشؤون البلدية و الزراعة، الدوحة

Akeel KHALIDI
Alternative Representative
Advisor, Embassy of Qatar, Rome

عقيل الخالدي
مستشار سفارة دولة قطر، روما

ARABIE SAOUDITE, ROYAUME D'

المملكة العربية السعودية

Délégué

المندوب

Abdulaziz Ben Saad AL-SHATRY
Deputy Minister for Agricultural Affairs
Ministry of Agriculture
Riyadh

عبد العزيز بن سعد الشثري
وكيل الوزارة للشؤون الزراعية
وزارة الزراعة، الرياض

Suppléants

المناوبون

Khalid Ben Suliman AL-AHMAD
Director-General of Animal Resources
Department
Ministry of Agriculture, Riyadh

خالد بن سليمان احمد
مدير عام إدارة الثروة الحيوانية
وزارة الزراعة، الرياض

Abdelaziz Hamdan AL-JUDIA
Director-General, Extension and Agricultural
Services Department
Ministry of Agriculture , Riyadh

عبد العزيز بن حمدان الجديع
مدير عام إدارة الإرشاد والخدمات الزراعية
وزارة الزراعة ، الرياض

Rashed Bin Abdelaziz AL-KHEDHER
Director-General, Animal and Plant Quarantine
Department
Ministry of Agriculture, Riyadh

راشد بن عبد العزيز الخضر
مدير عام إدارة الحجر الحيواني والنباتي
وزارة الزراعة ، الرياض

Mohammed Ibrahim AL-SALEM
Assistant Director of Foreign Affairs
Office of the Minister
Ministry of Agriculture, Riyadh

محمد ابراهيم السالم
مساعد مدير العلاقات الخارجية بمكتب الوزير
وزارة الزراعة ، الرياض

Ahmad Ben Suleiman AL-AQUIL
The Kingdom Permanent Representative to FAO
Rome

أحمد بن سليمان العقيل
الممثل الدائم للمملكة لدى المنظمة ، روما

SOMALIE

الصومال

SOUDAN

السودان

Délégué

المندوب

Mamoun DAWELBEIT
Director-General
Technology Transfer & Extension
Administration
Ministry of Agriculture and Forestry, Khartoum

مأمون ضو البيت
مدير عام
نقل التقنية و الإرشاد
وزارة الزراعة و الغابات ، الخرطوم

Suppléant

المناوبون

Ahmed Khaled ELDAW
Irrigation and Water Resources Engineer
Ministry of Irrigation and Water Resources
Khartoum

أحمد خالد الضو
مهندس الري و الموارد المائية
وزارة الري و الموارد المائية ، الخرطوم

SYRIE

سورية

Délégué

المندوب

H.E. Adel SAFAR
Minister for Agriculture and Agrarian Reform
Ministry of Agriculture and Agrarian Reform
Damascus

عادل سفر
وزير الزراعة و الإصلاح الزراعي
وزارة الزراعة و الإصلاح الزراعي ، دمشق

Suppléants

Riad AL-SHAYEB
Director of Natural Resources Research
Department
General Commission for Scientific Agricultural
Research (GCSAR)
Ministry of Agriculture and Agrarian Reform
(MAAR) , Damascus

George KHOURY
Director of Animal Health Directorate
Ministry of Agriculture and Agrarian Reform
(MAAR) , Damascus

TADJIKISTAN

TUNISIE

Délégué

Mustapha ETLILI
Ambassador of Tunisia in Qatar, Doha

Suppléant

Mohamed LASWAD
Director-General of International Cooperation
Ministry of Agriculture, Environment and Water
Resources, Tunis

TURQUIE

Délégué

Hasan Huseyin COSKUN
Undersecretary
Ministry of Agriculture and Rural Affairs
Ankara

المناوبون

رياض الشايب
مدير إدارة بحوث الموارد الطبيعية
الهيئة العامة للبحوث العلمية الزراعية
وزارة الزراعة و الإصلاح الزراعي
دمشق

جورج خوري
مدير مديرية الصحة الحيوانية
وزارة الزراعة و الاصلاح الزراعي، دمشق

طاجيكستان

تونس

المندوب

مصطفى التليلي
سفير تونس في قطر ، الدوحة

المناوبون

محمد ا سود
مدير عام التعاون الدولي
وزارة الفلاحة و البيئة و الموارد المائية ، تونس

تركيا

Suppléants

Huseyin VELIOGLU
Director-General
General Directorate of Agricultural Production
and Development
Ministry of Agriculture and Rural Affairs
Ankara

Hasan EKIZ
Director-General, Agricultural Research
Ministry of Agriculture and Rural Affairs
Ankara

Gulgonul Fatma BUYUKDURA (Ms.)
Director of Section
Department of External Relations and EU
Coordination
Ministry of Agriculture and Rural Affairs
Ankara

TURKMÉNISTAN

تركمنستان

ÉMIRATS ARABES UNIS

الإمارات العربية المتحدة

Délégué

المندوب

H.E. Saeed Bin Mohammed AL-RAQABANI
Minister for Agriculture and Fisheries
Ministry of Agriculture and Fisheries
Abu Dhabi

سعيد بن محمد الرقباني
وزير الزراعة والثروة السمكية
وزارة الزراعة و الثروة السمكية ، أبو ظبي

Suppléants

المناوبون

Mohamed Bin Sager AL-ASSAM
Assistant Underscretary for Water and Soil
Ministry of Agriculture and Fisheries
Abu Dhabi

محمد بن صقر اصم
وكيل الوزارة المساعد للمياه و التربة
وزارة الزراعة و الثروة السمكية ، أبو ظبي

Habib Hussain ABBOUDI
Director of Planning and Follow-up
Ministry of Agriculture and Fisheries
Abu Dhabi

حبيب حسين العبودي
مدير مكتب التخطيط و المتابعة
وزارة الزراعة و الثروة السمكية، أبو ظبي

Saeed Khalifa ALSHAALI
Director of Animal Production Section
Ministry of Agriculture and Fisheries
Abu Dhabi

سعيد خليفة الشعالي
رئيس قسم الإنتاج الحيواني
وزارة الزراعة والثروة السمكية، أبو ظبي

Abdalla Salem GANAAN
Engineer, Head of the Plant Protection
Ministry of Agriculture and Fisheries
Abu Dhabi

عبد الله سالم جنعان
مهندس، رئيس قسم وقاية النبات
وزارة الزراعة والثروة السمكية، أبو ظبي

Sultan Abdalla Sultan ALWAN
Director of Northern Agricultural Area
Ministry of Agriculture and Fisheries
Abu Dhabi

سلطان عبد الله سلطان علوان
مدير المنطقة الزراعية الشمالية
وزارة الزراعة والثروة السمكية، أبو ظبي

UZBEKISTAN

أوزبكستان

YÉMEN, RÉPUBLIQUE DU

الجمهورية اليمنية

Délégué

المندوب

Abdul Malek AL-ARASHI
Deputy Minister for Agriculture and Irrigation
Ministry of Agriculture and Irrigation, Sana'a

عبد الملك العرشي
وكيل الوزارة
وزارة الزراعة و الري ، صنعاء

Suppléants

المنابون

Ahmed Ebeid AL-FADLY
Deputy Minister for Finance
Ministry of Finance, Sana'a

أحمد عبيد الفضلي
نائب وزير المالية
وزارة المالية ، صنعاء

Abdo Mohamed ALSAGGAF
Director-General
Seed Multiplication Corporation
Ministry of Agriculture and Irrigation
Sana'a

عبد محمد السقاف
مدير عام مؤسسة إكثار البذور
وزارة الزراعة و الري
صنعاء

Ali Awad BAHUMAISH
Secretary-General
Agriculture Cooperative Union
Ministry of Agriculture and Irrigation
Sana'a

علي عوض باحميش
أمين العام للاتحاد التعاوني الزراعي
وزارة الزراعة و الري
صنعاء

Farouk Mohamed Kassem AL-ALAWI
Deputy-Director
General Directorate of Planning and Monitoring
Ministry of Agriculture and Irrigation
Sana'a

فاروق محمد قاسم العلوي
نائب مدير عام إدارة التخطيط و المتابعة
وزارة الزراعة و الري
صنعاء

مراقبون من دول أعضاء من خارج الإقليم

OBSERVERS FROM MEMBER NATIONS NOT IN THE REGION

**MISSION DE L'OBSERVATEUR
PERMANENT DU SAINT-SIÈGE**

Giuseppe De Andrea
Apostolic Nuncio to Kuwait, Yemen, Bahrain
and Qatar
Apostolic Delegate for the Arabian Peninsula
Kuwait

LES PAYS-BAS

Johan VAN DER BEEK
Agricultural Counsellor
Royal Netherlands Embassy
Riyadh

PALESTINE

فلسطين

Délégué

المندوب

Azzam TUBAILEH
Deputy Minister for Agriculture
Ministry of Agriculture
Palestinian National Authority, Ramallah

عزام طيبة
وكيل وزارة الزراعة
السلطة الوطنية الفلسطينية، رام الله

Suppléants

المناوبون

Walid ABED RABBOH
Ministry Advisor
Ministry of Agriculture
Palestinian National Authority
Ramallah

وليد عبد ربه
مستشار الوزارة
وزارة الزراعة
السلطة الوطنية الفلسطينية، رام الله

Jebrel ABU-ALI
Director-General of Marketing
Ministry of Agriculture
Palestinian National Authority
Ramallah

جبريل أبو علي
مدير عام إدارة التسويق
وزارة الزراعة
السلطة الوطنية الفلسطينية، رام الله

ÉTAS-UNIS D'AMERIQUE

Richard John HUGHES
FAO Liaison Officer
Department of Agriculture (USDA)
Washington DC

ممثلو الأمم المتحدة والوكالات المتخصصة

REPRÉSENTANTS DE L'ONU ET DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL (PAM)

Mohamed DIAB
Deputy Regional Director, Middle East and
North Africa
Cairo

Tarek SHAYYA
Regional Programme / Advocacy Officer
Cairo

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS/EMRO)

Hussein GEZAIRY
Regional Director
Cairo

Mohamed ELMI
Regional Advisor
Food and Chemical Safety
Cairo

مراقبون عن منظمات حكومية دولية

OBSERVATEURS D'ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES (OIG)

AUTORITÉ ARABE POUR LES INVESTISSEMENTS ET LE DÉVELOPPEMENT AGRICOLES (AAAID)

Abdul Kareem Mohammad AL-AMRI
President of AAAID
Khartoum

Habib KAABACHI
Ambassador
Assistant to the President for Financial and
Administrative Affairs, AAAID
Khartoum

ASSOCIATION DES INSTITUTIONS DE RECHERCHE AGRICOLE DU PROCHE-ORIENT ET D'AFRIQUE DU NORD (AARINENA)

Abdel Nabi FARDOUS
President OF AARINENA
Amman

**CENTRE ARABE POUR L'ÉTUDES DES
ZONES ARIDES ET DES TERRES SÈCHES
(ACSAD)**

Nasr el-din AL-EBEID
Finance and Administrative Manager
Damascus

**ORGANISATION ARABE POUR LE
DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
(OADA)**

Salem AL-LOZI
Director-General
Khartoum

Khabbab Zohair ABDALLA
Expert, International Cooperation
Department Khartoum

**CONSEIL DE COOPÉRATION DES ÉTATS
ARABES DU GOLFE (CCG)**

Hilal Saud AMBUSAIDI
Director of Agriculture and Water Department
Riyadh

**BANQUE ISLAMIQUE DU
DEVELOPPEMENT (IDB)**

Walid ABDELWAHAB
Division Chief, Infrastructure and
Finance Country Operations Department
Saudi Arabia

**FOND INTERNATIONAL DU
DEVELOPPEMENT AGRICOLE (FIDA)**

Abdelmajid SLAMA
Director, Near East and North Africa Division
Rome

LIGUE DES ÉTATS ARABES (LEA)

Nermine Wafa (Ms.)
Director of Production Sectors Division
Cairo

**CENTRE RÉGIONAL SUR LA RÉFORME
AGRAIRE ET LE DÉVELOPPEMENT
RURAL POUR LE PROCHE-ORIENT
(CARDNE)**

Mohamed Shafie SALLAM
Chairman of the Executive Committee
Cairo

مراقبون عن منظمات دولية غير حكومية

OBSERVATEURS D'ORGANISATIONS INTERNATIONALES NON-GOUVERNEMENTALES (OING)

ASSOCIATION DES OFFICES DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS ALIMENTAIRES AU PROCHE-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD (AFMANENA)

Mohammed AL-AWAMLEH
Secretary-General
Amman

CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE AGRICOLE DANS LES ZONES ARIDES (ICARDA)

Adel ABOUL NAGA
Senior Advisor
Research and Development
Aleppo

Ahmed MOUSTAFA
Regional Coordinator
Dubai

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ ANIMALE (OIE)

Ghazi YEHIA
Regional Representative for the Near East
OIE, Beirut

CONSEIL MONDIAL DEL'EAU (WWC)

Ragab Ali ABDEL AZIM
Director of Technical Office
Water Resources and Irrigation
Cairo

Mohamed Lotfy Youssef NASR
Deputy Director
Water Management Research Institute
Cairo

مراقبون عن منظمات غير حكومية

OBSERVATEURS D'ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES (ONG)

AGENCY COORDINATION BODY FOR AFGHAN RELIEF (ACBAR) / RESOURCE AND INFORMATION CENTER (ARIC)

Gul Muhammad GULZAI
Manager
Afghanistan

ASSOCIATION NATIONALE POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION

Abla MEDAGUINE (Ms.)
Vice President
Algeria

ASSOCIATION DES AMIS DE LA SAOURA

Mohammed BENDADA
President
Algeria

ITALIAN ASSOCIATION FOR BIOLOGICAL AGRICULTURE

Andrea FERRANTE
Technical Coordinator
Italy

JORDANIAN AGRONOMIST UNION

Razan ZUAYTER (Ms.)
Director, Environment Protection
Jordan

PALESTINIAN AGRICULTURAL RELIEF COMMITTEES

Abdelkarim ASHOUR
Director
Palestine

HAWA SOCIETY

Abla Mahdi EL-AMINE (Ms.)
Director
Sudan

EARTH CENTRE FOR HUMAN RIGHTS

Karam IBRAHIM
Director
Egypt

INDEPENDENT CONSULTANT

Sufyan TELL
Jordan

GREENLINE

Corinne DEEK
Lebanon

INSTITUTE OF ADMINISTRATIVE DEVELOPMENT (IAD)

Noman ABDALLA
System Analyst
Qatar

موظفو المنظمة

FONCTIONNAIRES DE LA FAO

Jacques Diouf	Directeur général de la FAO
Mohamad Albraithen	Sous-directeur général/Représentant régional, Bureau régional pour le Proche-Orient
Mustapha Sinaceur	Représentant sous-régional, Bureau sous-régional pour l'Afrique du Nord
Joseph Domenech	Chef de la Division de la santé animale, Rome
Amdetsion Gebre-Michael	Fonctionnaire principal (économie agricole), Rome
Dyaa Abdou	Chef de la Sous Division de l'assistance aux politiques, Bureau régional pour le Proche-Orient
Zohair Abdalla	Consultant (commercialisation et crédit), Bureau régional pour le Proche-Orient
Talib Ali Elam	Spécialiste de la production et de la santé animales, Bureau régional pour le Proche-Orient
Fatima Hachem	Spécialiste de l'alimentation et la nutrition, Bureau régional pour le Proche-Orient
Fawzi Taher	Spécialiste de la production végétale, Bureau régional pour le Proche-Orient
Mohamed Bazza	Fonctionnaire principal régional en irrigation et ressources en eaux, Bureau régional pour le Proche-Orient

أمانة المؤتمر

SECRETARIAT DE LA CONFÉRENCE

Mohammad Albraithen	Sous-directeur général/Représentant régional, Bureau régional pour le Proche-Orient
Secrétaire de la Conférence	Ghassan Hamdallah, Bureau pour le Proche-Orient
Fonctionnaire des affaires de la Conférence	Mustapha Sinaceur, Bureau sous-régional pour l'Afrique du Nord
Chargé des rapports	Mme May Hani, Bureau pour le Proche-Orient
Chargé de l'information	Mme Nagwa Farag, Consultante, Bureau pour le Proche-Orient
Spécialiste de la technologie de l'information	Ahmed Al-Mutawa, Bureau pour le Proche-Orient
Spécialiste de la gestion de l'information	Magdi Latif, Bureau pour le Proche-Orient
Chargée des documents	Mme Shahira Sharawy, Bureau régional pour le Proche-Orient

Liste des documents

Articles de Discussion

NERC/04/1	Ordre du Jour Annoté
NERC/04/2	Mesures Prises suivant les Recommandations Principales de la Vingt-sixième Conférence Régionale pour le Proche-Orient et les Activités menées par la FAO dans la Région en 2002-2003
NERC/04/3	Suite donnée au Sommet Mondial de l'Alimentation et au Sommet Mondial de l'Alimentation: <i>cinq ans après: Perspectives régionales</i>
NERC/04/4	Vers une Gestion Améliorée de la Demande d'Eau au Proche-Orient
NERC/04/5	Sécurité Sanitaire des Aliments et Commerce International dans la Région du Proche-Orient
NERC/04/6	Création de la Commission Régionale de la Santé Animale pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord

Articles d'Information

NERC/04/INF/1	Note d'Information
NERC/04/INF/2	Ordre du Jour
NERC/04/INF/3	Liste de Documents
NERC/04/INF/4	Rapport du Directeur Général de la FAO
NERC/04/INF/5	Contribution des Forêts et des Arbres à l'Environnement, à l'Eau et à la Sécurité Alimentaire
NERC/04/INF/6	Rôle du Micro financement dans le Développement Agricole Durable
NERC/04/INF/7	Promotion de la Recherche et de la Vulgarisation Agricoles pour un Développement Durable au Proche-Orient: <i>Cadre d'Action</i>
NERC/04/INF/8	Cadre Politique pour l'Intégration de la Parité Hommes-Femmes dans le Développement Agricole et Rural dans la Région du Proche-Orient
NERC/04/INF/9	Année Internationale du Riz 2004
NERC/04/INF/10	Cadre stratégique de la FAO pour combler la Fracture Numérique Rurale
NERC/04/INF/11	Initiative Visant à Faciliter l'Examen et l'Actualisation des Stratégies et des Politiques Nationales à l'Appui de la Sécurité Alimentaire et du Développement Agricole: <i>Point de Vue de la Région du Proche-Orient</i>

ALLOCUTION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

*Votre Altesse Sheikh Abdalla Bin Khalifa Al-Thani, Premier Ministre de Qatar
Mesdames et Messieurs les ministres,
Mesdames et Messieurs les délégués,
Mesdames et Messieurs,*

C'est un grand plaisir pour moi de m'adresser à vous à l'occasion de la vingt-septième Conférence régionale de la FAO pour le Proche-Orient qui se tient dans cette ville de Doha à l'aimable invitation du gouvernement du Qatar. Au nom de l'Organisation et en votre nom à tous, je voudrais exprimer à Son Altesse Sheikh Hamad Bin Khalifa Al-Thani et à son gouvernement toute ma gratitude pour leur accueil chaleureux et leur hospitalité.

Altesse, Excellences, Mesdames et Messieurs,

(Situation de l'alimentation et de l'agriculture dans le monde)

Durant la première moitié des années 90, le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde a baissé de 37 millions. En revanche, durant la seconde moitié de la décennie, il a augmenté de 18 millions. Les avancées positives dans un grand nombre de pays se heurtent à un recul dans plusieurs autres. En 1999-2001, il y avait 842 millions de personnes sous-alimentées dans le monde, dont 798 millions dans les pays en développement, 34 millions dans les pays en transition et 10 millions dans les pays industrialisés. A ce rythme, l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation de diminuer de moitié le nombre de personnes qui ont faim, avant 2015, ne serait atteint qu'en 2150.

En 2003, l'utilisation mondiale de céréales a avoisiné 1 milliard 970 millions de tonnes, dépassant la production de 100 millions de tonnes.

Les prix de nombreux produits d'exportation des pays en développement sont plus bas que jamais. En outre, 43 pays tirent d'un seul produit agricole plus de 20 pour cent de leurs recettes totales d'exportation et plus de 50 pour cent de celles des produits agricoles.

Après l'échec de la Conférence ministérielle de Cancún, les négociations ont repris à l'issue de la réunion du Conseil général de l'OMC en décembre 2003. L'engagement à réaliser le Programme de Doha pour le développement dans le secteur agricole a été confirmé à la Table ronde organisée sur ce thème durant la 32^{ème} Conférence de la FAO, car une politique d'équité commerciale est indispensable au développement rural et à la sécurité alimentaire. À cet égard, le rôle du Comité des produits de la FAO est plus important que jamais. C'est dans ce cadre que je souhaite inviter les représentants des ministères du commerce à la prochaine session de ce Comité en février 2005.

Aux prix constants de 1995, l'aide extérieure au développement du secteur agricole est passée de 27 milliards de dollars EU à 10 ou 15 milliards au cours des années 90, alors qu'il faudrait

doubler ce montant et accroître la part de l'agriculture dans les budgets nationaux pour accélérer sensiblement les progrès dans la réduction de la sous-alimentation.

(Tables rondes sur le financement du développement agricole)

C'est pour mobiliser de telles ressources financières que la FAO a décidé, notamment, d'organiser conjointement avec les banques régionales de développement, des tables rondes sur le financement de l'agriculture, en marge de chacune des Conférences régionales de 2004 dans les régions en développement.

(Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après)

Au cours du *Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après* de juin 2002 à Rome, les chefs d'État et de gouvernement ont décidé d'accélérer la mise en application du Plan d'action du Sommet et ont appelé à la constitution d'une Alliance internationale contre la faim.

Des alliances nationales sont donc en création dans les pays membres pour mobiliser les gouvernements, les parlements, les ONG, la société civile, le secteur privé et les organisations professionnelles agricoles.

(Agriculture)

Les pays en développement doivent relever le défi de la productivité agricole et de la compétitivité des marchés pour améliorer leur sécurité alimentaire.

Actuellement, les sols subissent une dégradation accélérée, touchant 21 millions d'hectares de terres arables. Dans les zones arides et semi-arides qui couvrent 45 pour cent de la superficie de la planète, la gestion intégrée des terres, des eaux et des fertilisants peut diminuer sensiblement ce phénomène.

L'agriculture urbaine et périurbaine ainsi que les microjardins scolaires et familiaux permettraient d'améliorer rapidement l'état nutritionnel des groupes pauvres de la population avec des investissements relativement modestes. La FAO a entrepris de tels projets dans toutes les régions du monde, notamment avec les ressources du Programme de coopération technique et des fonds TeleFood.

Pour sa part, l'élevage fait vivre environ 800 millions de ruraux pauvres et permet de satisfaire 30 à 40 pour cent des besoins alimentaires totaux.

Les maladies transfrontières des animaux, comme les fièvres aphteuses, hémorragiques et de la vallée du Rift, la peste porcine, la péripneumonie contagieuse bovine, et l'*influenza* aviaire, constituent des motifs de préoccupation pour le commerce et la santé publique. Pourtant, il y a des progrès certains dans ce domaine. La lutte contre les anciennes et les nouvelles épidémies est un défi majeur que la FAO et ses partenaires s'efforcent de relever dans le cadre du Système de prévention et de réponse rapide contre les ravageurs et les maladies transfrontières des animaux et des plantes (EMPRES).

Le Traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture a déjà été ratifié par 34 pays. Il entrera en vigueur quand ce nombre atteindra 40 pays, probablement durant le premier semestre 2004.

(Forêts)

Une réunion ministérielle sur la foresterie sera organisée à Rome en 2005, pour étudier les recommandations des Commissions régionales et prendre des décisions stratégiques sur l'avenir du secteur, notamment pour renforcer la lutte contre les incendies de forêts.

(Pêche)

Dans le secteur des pêches, près de 10 pour cent des stocks mondiaux de poisson sont épuisés et 18 pour cent sont surexploités, notamment du fait de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, de nouvelles technologies plus efficaces, et de la surcapacité des flottes de pêche. Cette situation est aggravée par l'absence de suivi et de surveillance des navires, notamment par satellite au moyen de radiobalises.

La FAO va donc convoquer une réunion des Ministres des pêches au siège de l'Organisation en 2005, pour relancer les actions nécessaires dans ce domaine.

(Développement agricole durable)

Dans le domaine de l'agriculture et du développement rural durable, la FAO procède à l'élaboration d'un projet de quatre ans pour les régions montagneuses.

La Conférence internationale des petits États insulaires en développement aura lieu à l'île Maurice en août 2004. La FAO participe activement à cette initiative, et va organiser une Conférence ministérielle sur le développement de l'agriculture des petits États insulaires, à Rome en 2005.

Les femmes, qui pourtant contribuent pour 60 pour cent à la production agricole dans les pays en développement, ont un accès inégal aux ressources productives. La FAO s'efforce de faire face à ce problème, en élaborant des indicateurs spécifiques pour des politiques appropriées.

(Situations d'urgence)

A la fin de 2003, 38 pays connaissaient des pénuries alimentaires graves nécessitant une assistance internationale. Pourtant, l'aide alimentaire en céréales est tombée à 7,4 millions de tonnes en 2001-2002, soit 23 pour cent de moins qu'en 2000-2001.

Huit millions de petits agriculteurs et de travailleurs agricoles sont décédés du VIH/SIDA entre 1985 et 2000 dans les 25 pays les plus touchés. La FAO participe à la lutte contre cette pandémie en procédant à des études d'impact sur la sécurité alimentaire et en développant des techniques de production agricole moins intensives en main d'œuvre.

*Votre Altesse,
Excellences,
Mesdames, Messieurs*

(Situation de l'alimentation et de l'agriculture dans la région)

Le Proche-Orient comprend des pays aux conditions climatiques variées, disposant de ressources hétérogènes et ayant atteint des niveaux différents de développement économique. Cependant, les défis qu'ils doivent relever présentent de nombreuses analogies, ce qui justifie la recherche de solutions communes adaptables aux conditions spécifiques de chacun.

Pour l'ensemble de la région, l'agriculture représente 13 pour cent du produit intérieur brut et emploie 36 pour cent de la population, pourtant elle ne compte que pour 3 pour cent des budgets nationaux et devrait atteindre au moins 5 pour cent dans les cinq prochaines années.

Au cours des années 2002 et 2003, la région a connu plusieurs conflits entraînant une augmentation des personnes déplacées et des réfugiés, avec un impact négatif sur la production agricole, la sécurité alimentaire et l'environnement. Les pays producteurs de pétrole ont subi l'instabilité des prix du pétrole. D'autres pays ont été confrontés à une baisse des fonds provenant de leurs ressortissants travaillant à l'étranger, à un fléchissement des recettes du tourisme et à une diminution de l'assistance extérieure.

Près de 15 pour cent de la population totale de la région est sous-alimentée. Ce chiffre est parmi les plus bas des régions en développement mais il masque de grandes variations entre pays. Si cette situation est préoccupante car la proportion de la population sous-alimentée dans la région n'a pas diminué depuis 1990-92, certains pays ont déjà atteint l'objectif fixé lors du Sommet mondial de l'alimentation. Je suis convaincu que la région dans son ensemble peut aussi parvenir à cet objectif en 2015 en redoublant d'efforts.

La pénurie d'eau représente le plus grand défi pour l'agriculture de la région. Seize pays disposent de moins de 500 mètres cubes d'eau par habitant et par an sous forme de ressources hydriques internes renouvelables, contre 6000 mètres cubes en moyenne dans les pays en développement. La surconsommation actuelle et la détérioration des ressources en eau, conjuguées à la compétition croissante des utilisations non agricoles, auront une incidence sur la disponibilité et le coût de l'eau utilisée pour la production vivrière. En outre, presque tous les pays de la région connaissent des problèmes de salinité et d'engorgement des sols.

La dégradation des ressources naturelles est particulièrement marquée dans les zones à faible pluviométrie, qui représentent 70 pour cent des superficies de la région. La pression démographique, la mise en culture de zones marginales fragiles et l'utilisation inappropriée d'intrants ont contribué à la dégradation des écosystèmes.

La campagne 2002/2003 a cependant été positive grâce aux bonnes conditions météorologiques. La croissance de la production agricole a atteint 2,5 pour cent alors que les taux annuels au cours des trois années précédentes étaient négatifs, du fait de la sévère sécheresse qui a affecté la majeure partie de la région.

Sur le long terme, la tendance de la production vivrière par habitant de la région indique une légère amélioration.

Cependant, la production agricole reste inférieure à la demande, qui est en rapide expansion. La dépendance à l'égard des importations s'est accrue notamment pour les céréales, les produits laitiers, le sucre et l'huile végétale. La valeur moyenne des importations de produits

agricoles était de l'ordre de 36,7 milliards de dollars EU en 2002, soit 3,5 fois le montant annuel des exportations de produits agricoles.

Les importations nettes de céréales sont passées de 6,5 millions de tonnes en 1960-1971 à 55 millions de tonnes en 1999. Elles pourraient atteindre 78 millions de tonnes d'ici 2010, soit la moitié des importations totales de l'ensemble des pays en développement.

(Situation d'urgence et réhabilitation)

Six pays de la région ont été confrontés à des crises alimentaires majeures en 2003 dues à des catastrophes naturelles ou des conflits.

Certains pays de la région ont dû aussi faire face à l'invasion de criquets pèlerins. Malgré les opérations de lutte antiacridienne, des essaims se sont formés dans plusieurs pays africains et ont gagné l'Algérie, le Maroc, le sud de l'Égypte, le nord de la mer Rouge, et l'Arabie Saoudite.

(Ordre du jour de la Conférence)

*Votre Altesse,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,*

(Suite donnée au Sommet mondial de l'alimentation)

Le document sur le suivi du Sommet mondial de l'alimentation et du *Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après*, se concentre notamment sur le Programme régional pour la sécurité alimentaire au Proche-Orient. Il présente également les résultats de la réunion des organisations économiques régionales qui s'est tenue en juin 2002 à Rome, surtout la vision stratégique et l'appui régional aux efforts nationaux destinés à réduire la faim et la pauvreté dans les zones rurales.

(Pénurie en eau)

Votre attention est attirée sur la nécessité d'améliorer la gestion de la demande d'eau, notamment pour l'agriculture, qui est le principal secteur utilisateur. À cet égard, certaines des recommandations de la Conférence régionale sur la gestion de la demande d'eau tenue en Égypte en décembre 2003 dans le cadre de l'Année internationale de l'eau douce sont aussi pertinentes.

(Sécurité sanitaire des aliments et commerce international)

La sécurité sanitaire des aliments et le commerce international des produits agricoles revêtent une importance primordiale pour les pays de la région. Plusieurs ont le potentiel requis pour accroître leurs exportations d'aliments mais ils doivent ajuster leurs systèmes législatifs et réglementaires ainsi que la capacité de leurs institutions pour s'adapter aux normes internationales.

(Commission de la santé animale pour le Proche-Orient)

La Conférence est invitée à examiner un projet d'accord sur la création de la Commission régionale de la santé animale pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, avant sa soumission aux gouvernements.

(Table ronde sur le financement de l'agriculture)

Pour la première fois, une Table ronde a été organisée, en marge de la Conférence, en coopération avec la Banque islamique de développement, sur le financement de l'agriculture. Elle a promis de discuter des investissements dans les projets de développement agricole et des mesures pour augmenter la part de l'agriculture dans les budgets nationaux. À cet égard, le rôle des principaux partenaires dans le financement du secteur agricole et des activités rurales a été abordé.

(Un regard vers l'avenir et les principaux défis pour le Proche-Orient)

*Votre Altesse,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,*

L'agriculture de la région est confrontée à de nombreux défis qu'il faut relever. Je souhaite en particulier souligner la nécessité d'assurer une utilisation efficace de l'eau. La lutte contre la sécheresse et la surveillance des changements climatiques font partie des mesures complémentaires à mettre en œuvre pour lutter contre la désertification.

Une attention particulière doit aussi être portée à l'accès aux terres des pasteurs nomades dans les régions arides et semi-arides.

Des réformes du système bancaire doivent être envisagées pour permettre aux agriculteurs, notamment les petits exploitants, d'avoir en temps voulu des crédits adéquats leur permettant d'acquérir des intrants, tout en garantissant la viabilité des institutions financières et le remboursement des crédits.

Il est en outre essentiel d'améliorer le système de commercialisation des aliments. Les pays doivent être en mesure de réduire notamment les pertes après récolte.

Avec le leadership adéquat et la volonté politique appropriée, les pays du Proche Orient peuvent relever ces défis. L'Organisation continuera à fournir son appui aux gouvernements et aux partenaires régionaux pour la mise en œuvre de programmes cohérents et efficaces et la mobilisation de sources de financement internes et externes. Elle place beaucoup d'espoir dans la coopération avec la Ligue arabe et les Unions économiques régionales pour la préparation et la mise en œuvre d'un programme régional pour la sécurité alimentaire.

Je souhaite plein succès à vos travaux et je vous remercie de votre aimable attention.

**VINGT-SEPTIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO
POUR LE PROCHE-ORIENT**

**RAPPORT DE LA
RÉUNION DES HAUTS FONCTIONNAIRES**

Doha (État du Qatar), 13-15 mars 2004

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Bureau régional pour le Proche-Orient

Le Caire, 2004

I. INTRODUCTION

Organisation de la réunion

1. La Réunion des hauts fonctionnaires organisée dans le cadre de la vingt-septième session de la Conférence régionale de la FAO pour le Proche-Orient s'est tenue du 13 au 15 mars 2004 à Doha (État du Qatar).

Cérémonie d'ouverture

2. M. Ibrahim Bin Rashid Al-Misned, Secrétaire général chargé des affaires municipales et de l'agriculture, a déclaré la session ouverte et M. Mohamad Albraithen, Sous-directeur général et Représentant régional de la FAO pour le Proche-Orient, s'est adressé à l'assemblée. Ont participé à la réunion 58 délégués de 20 pays et 18 observateurs. Étaient également présents plusieurs hauts fonctionnaires du pays hôte, des représentants d'institutions des Nations Unies et d'organisations régionales, ainsi que des représentants des médias. La liste des participants figure à l'Annexe B.

3. M. Al-Misned a remercié la FAO et le Bureau régional pour le Proche-Orient d'avoir organisé la Conférence régionale de la FAO à Doha et des efforts déployés sans relâche sous forme d'aide technique aux États Membres, à l'appui d'une agriculture durable et de la sécurité alimentaire.

4. Dans sa déclaration liminaire, M. Albraithen a exprimé ses remerciements et sa gratitude à Son Altesse le Prince du Qatar, ainsi qu'au peuple et au gouvernement du Qatar pour leur chaleureux accueil et leur hospitalité. Il a remercié M. Al-Misned d'avoir ouvert la session et l'a félicité pour les efforts précieux déployés par son ministère et par le comité d'organisation et pour la qualité des préparatifs et des installations mises à disposition pour assurer le succès de la réunion. Il a également remercié les hauts fonctionnaires des États Membres et les représentants des organisations régionales et internationales de leur participation.

5. Le Représentant régional a souligné l'importance de la Réunion des Hauts fonctionnaires, qui fait partie intégrante de la Conférence régionale et sert de cadre préliminaire aux discussions approfondies portant sur les questions techniques intéressant le Proche-Orient. Il a fait état de l'ordre du jour de la réunion et a exprimé l'espoir que des recommandations positives et rationnelles seraient formulées.

6. Soulignant l'importance de la Table ronde sur le financement de l'agriculture organisée en marge de la Conférence, M. Albraithen s'est félicité de la collaboration constructive entre la FAO et la Banque islamique de développement, sous l'égide de M. Ahmed Mohamad Ali.

Élection du Président et des Vice-présidents et nomination du Rapporteur

7. À l'unanimité, la réunion a élu aux fonctions de Président M. Ibrahim Bin Rashid Al-Misned, Secrétaire général chargé des affaires municipales et de l'agriculture de l'État du Qatar, et a décidé que tous les autres chefs de délégations de la réunion des hauts fonctionnaires seraient vice-présidents. Mme Wafa' Al-Dikah Hamze (Liban) a été nommée Rapporteur.

Adoption de l'ordre du jour et du calendrier

8. L'ordre du jour provisoire annoté (NERC/04/1) et le calendrier (NERC/04/INF/2) ont été adoptés sans amendements.

II. QUESTIONS À DÉBATTRE

Suite donnée au Sommet Mondial de l'Alimentation et au Sommet Mondial de l'Alimentation : cinq ans après – Perspectives régionales

9. La réunion a analysé le document NERC/04/3 intitulé « Suite donnée au Sommet mondial de l'alimentation et au Sommet mondial de l'alimentation : *cinq ans après* – Perspectives régionales ». Ce document est une synthèse des principales actions entreprises dans la région du Proche-Orient dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation. Il souligne les besoins spécifiques et les perspectives de la région, ainsi que les contraintes auxquelles elle doit faire face.

10. La réunion a constaté avec satisfaction les efforts déployés par la FAO en vue de stimuler à nouveau la volonté politique nécessaire pour atteindre les objectifs fixés lors du Sommet mondial de l'alimentation et pour organiser le Sommet mondial de l'alimentation : *cinq ans après*, en juin 2002. Elle a également apprécié à leur juste valeur les efforts déployés par la FAO, en collaboration étroite avec les États Membres, concernant le suivi de l'insécurité alimentaire et de la faim dans le monde.

11. La réunion a admis que la prévalence de la faim dans un monde de richesse était bien plus qu'un scandale moral et qu'elle équivalait à faire preuve de peu de clairvoyance d'un point de vue économique. La réunion a souligné que la productivité des personnes et la croissance de nations entières étaient gravement menacées par la faim endémique. En conséquence, il est dans l'intérêt de tous les pays d'éradiquer la faim.

12. La réunion a constaté qu'il serait possible de minimiser rapidement l'incidence de la faim chronique dans les pays en développement s'il y avait une volonté politique pour le faire. Elle est convenue qu'il était nécessaire de mettre en œuvre une approche à deux volets, associant la stimulation d'une croissance agricole à réaction rapide à des programmes ciblés, afin de garantir l'accès à des approvisionnements alimentaires adéquats aux personnes souffrant de la faim. La réunion a insisté sur le fait que ces approches étaient synergiques, car les programmes visant l'amélioration d'un accès direct et immédiat à l'alimentation offrent de nouveaux débouchés en matière d'expansion de la production.

13. Les participants se sont dits préoccupés de l'extrême lenteur des progrès réalisés concernant l'objectif de réduire le nombre de personnes souffrant de la faim. Depuis le Sommet mondial de l'alimentation, la diminution n'a été en moyenne que de 2,5 millions de personnes par an, soit nettement moins que le niveau requis pour atteindre l'objectif fixé lors du Sommet. La réunion a spécifié que, pour atteindre cet objectif, il était indispensable d'augmenter le taux de réduction à 24 millions de personnes par an, soit près de 10 fois le taux actuel.

14. La réunion a constaté qu'en 2010, le déficit alimentaire de la région devrait être supérieur d'environ 54 pour cent à celui de 1995, soit un taux de croissance annuel de 2,9 pour cent. Elle a admis que la région du Proche-Orient était confrontée à des problèmes spécifiques concernant la sécurité alimentaire, étant donné la modicité des ressources en terres arables et en eau et le fossé en résultant entre la production alimentaire nationale et la

demande des consommateurs. Il faudrait augmenter le volume des importations vivrières pour répondre aux besoins des populations dont la croissance est rapide.

15. Les participants se sont dits inquiets de la détérioration du secteur agricole et de la sécurité alimentaire dans les Territoires palestiniens et de la destruction des infrastructures, en particulier en raison de la construction du mur. Ils ont invité la FAO à apporter, dans la limite des ressources disponibles, son soutien à la réhabilitation du secteur agricole.

16. Il a également été constaté que les échanges commerciaux intrarégionaux, notamment le commerce des produits agricoles, continuaient à stagner à un faible niveau. La réunion a constaté que, selon les indications, les principales caractéristiques du commerce régional des produits agricoles étaient les suivantes : faible part du commerce intrarégional dans le total des échanges, tendance à la baisse des exportations agricoles, forte dépendance à l'égard des importations de produits alimentaires et forte dépendance vis-à-vis de l'exportation des produits de base.

17. La réunion a constaté que pour de nombreux pays de la région, les perspectives concernant l'économie et la sécurité alimentaire seraient lourdement tributaires de la santé du secteur agricole et de l'augmentation des rendements. Une croissance adéquate de la production agricole s'avérera nécessaire si l'on souhaite minimiser la dépendance vis-à-vis des importations de produits alimentaires, répondre aux besoins alimentaires croissants des populations urbaines et augmenter les revenus et la sécurité alimentaire des populations rurales démunies.

18. Les participants se sont inquiétés du fait que, dans la majeure partie de la région, la production agricole durable était limitée par la dégradation préoccupante des ressources naturelles, notamment l'eau et les terres. Cette dégradation résulte de l'utilisation inefficace et non durable des ressources hydriques, de l'érosion des sols, de la désertification, de l'engorgement des sols et de la salinité. La réunion a souligné que la gestion efficace et durable des ressources naturelles, en particulier des ressources hydriques, était de toute évidence le principal défi auquel sera confrontée la région en matière de production alimentaire au cours des prochaines années.

19. La réunion a également admis que malgré les ressources limitées et les conditions climatiques défavorables, la région bénéficie encore de ressources inexploitées. Selon les projections de la FAO, la production vivrière pourrait augmenter, en 2010, de plus de 70 pour cent, par rapport aux niveaux de production de 1988-1990. Pour ce faire, il faudrait mettre en œuvre une approche intégrée alliant plusieurs éléments : intensification de la production, recherche adaptée, vulgarisation efficace et systèmes rationnels de commercialisation. La réunion a également souligné l'importance des rendements des investissements agricoles dans la région par rapport à d'autres régions du monde et a vivement **encouragé** une augmentation des investissements dans le secteur agricole.

20. La Réunion **a invité** les États Membres à :

- s'attacher particulièrement à l'élaboration et à la mise à jour des stratégies nationales de développement agricole, en accordant une attention particulière à la durabilité, à la compétitivité et à la sécurité alimentaire, ainsi qu'à la définition de Programmes régionaux pour la sécurité alimentaire;
- encourager les projets de coopération régionale, tels que la définition d'une position concertée dans le cadre des négociations multilatérales portant sur le commerce des produits agricoles, l'harmonisation des politiques et des législations agricoles pertinentes, la promotion des échanges commerciaux

intrarégionaux de produits agricoles et le renforcement de la coopération technique entre les pays de la région.

- appuyer le nouveau Réseau régional Proche-Orient et Afrique du Nord pour les politiques agricoles (NENARNAP) et le Réseau régional pour la gestion de la sécheresse au Proche-Orient et en Afrique du Nord, ainsi que les associations et les réseaux agricoles régionaux déjà établis, tels que l'AARINENA, l'AFMANENA, le CARDNE et la NENARACA;
- redoubler d'efforts en matière d'amélioration de la mise en valeur des ressources humaines à tous les niveaux du secteur agricole, en accordant une attention particulière au renforcement des institutions nationales de recherche agricole, de transfert de technologies, de commercialisation et de vulgarisation;
- augmenter les investissements dans l'agriculture et dans le développement rural et favoriser l'essor du secteur privé.

21. La Réunion **a demandé** à la FAO:

- d'aider les États Membres à élaborer des stratégies et des programmes nationaux et régionaux pertinents à l'appui du développement agricole durable et de la sécurité alimentaire;
- de continuer à apporter leur soutien au Réseau régional Proche-Orient et Afrique du Nord pour les politiques agricoles (NENARNAP) et au Réseau régional pour la gestion de la sécheresse au Proche-Orient et en Méditerranée, ainsi qu'à d'autres associations et réseaux agricoles régionaux;
- d'aider les États Membres à renforcer leurs capacités en matière de ressources humaines et à effectuer des réformes pertinentes au niveau des institutions et des politiques liées à l'évolution du contexte économique régional et international, et de continuer à fournir une aide technique et à stimuler le renforcement des capacités à l'appui des experts nationaux, en vue des négociations entreprises dans le cadre de l'OMC et d'autres négociations multilatérales portant sur le commerce des produits agricoles;
- d'aider les États Membres à renforcer leurs institutions nationales de recherche, de vulgarisation et de commercialisation et leurs petites entreprises agricoles, et à renforcer les liens entre vulgarisation et recherche, en tenant compte des projets probants mis en oeuvre dans la région, comme le Réseau virtuel de communication pour la vulgarisation et la recherche (VERCON);
- d'effectuer une étude sur l'impact de la construction du mur sur le secteur agricole et la sécurité alimentaire des Territoires palestiniens.

Alliance internationale contre la faim

22. La réunion *a apprécié* à sa juste valeur la création d'alliances nationales dans le cadre de la suite donnée au Sommet mondial de l'alimentation : *cinq ans après*, qui a reconnu « l'urgente nécessité d'intensifier les efforts de tous les partenaires concernés en une alliance internationale contre la faim, afin de réaliser les objectifs du Sommet de 1996 ». La réunion a également reconnu que les alliances nationales pouvaient être des pièces maîtresses de l'Alliance internationale contre la faim, dont le principal objectif est de favoriser les initiatives prises à l'échelle locale et nationale grâce auxquelles les personnes souffrant de la pauvreté et de la faim seront à même de bénéficier de la sécurité alimentaire de manière durable, en mobilisant la volonté politique, l'expertise technique et les ressources financières.

23. Elle est également *convenue* que les alliances nationales pouvaient servir de tremplin pour mobiliser la volonté politique et les ressources à l'échelle nationale et internationale et pouvaient jouer un rôle de premier plan en matière de lutte contre la faim. Il a également été convenu qu'une approche à double volet permettrait de traiter toutes les facettes de la sécurité alimentaire, essentiellement la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité des approvisionnements alimentaires.

Vers une gestion améliorée de la demande d'eau au Proche-Orient

24. La réunion a examiné le document NERC/04/04 intitulé « Vers une gestion améliorée de la demande d'eau au Proche-Orient » et a débattu des options proposées pour une meilleure gestion de la demande d'eau dans le domaine de l'agriculture au Proche-Orient.

25. La réunion a constaté l'importance du secteur de l'irrigation dans la région et sa contribution à la sécurité alimentaire, ainsi que son rôle dans l'économie et le développement rural. Elle a également noté avec préoccupation que le Proche-Orient est en proie à un problème majeur de pénurie d'eau et d'insécurité alimentaire. Étant donné les données disponibles et les projections réalisées, la réunion a signalé que les ressources hydriques disponibles sont de toute évidence insuffisantes pour satisfaire la demande en produits alimentaires au cours des prochaines années.

26. La réunion a reconnu que la rareté de l'eau, la baisse de qualité et le coût croissant de l'irrigation sont les principaux problèmes. Elle a exhorté les pays intensifier les efforts pour promouvoir des mesures de gestion de l'eau et des terres agricoles plus efficaces et plus durables.

27. La réunion a constaté que la gestion de la demande en eau permettait d'éliminer la nécessité de disposer de ressources hydriques supplémentaires et de prévenir certains coûts d'approvisionnement. Elle a souligné qu'une gestion adéquate de la demande en eau ne consiste pas à remplacer les sources et les investissements pour augmenter l'offre, mais plutôt à encourager un ensemble plus rentable de mesures visant l'augmentation de l'offre et la conservation des ressources. La réunion a insisté sur la nécessité d'accorder la priorité à l'amélioration de l'efficacité de l'utilisation et la productivité de l'eau. Elle a également souligné l'importance de promouvoir le commerce intrarégional des produits agricoles, afin de satisfaire les besoins alimentaires des pays à déficit hydrique à partir des pays de la région riches en ressources.

28. La réunion a estimé que le recouvrement des coûts des services de l'eau est indispensable pour stimuler une augmentation de la productivité d'eau et a souligné qu'il convient de tenir dûment compte des besoins des agriculteurs démunis. En outre, il convient de prendre d'autres mesures dissuasives et incitatives, en particulier concernant la sensibilisation au problème de la pénurie d'eau, tant au niveau décisionnel aussi élevé que possible qu'à celui des usagers. À cet égard, il convient de redoubler d'efforts afin de changer les techniques d'irrigation traditionnelles peu efficaces.

29. La réunion a constaté que l'agriculture à petite échelle peut être plus productive dans les zones pluviales marginales si l'irrigation supplémentaire peut être pratiquée pour faire face aux sécheresses qui ont lieu au cycle cultural et affectent les rendements. Les techniques d'amélioration des terres et l'aménagement intégré des bassins versants ont donné des résultats prometteurs. La réunion a constaté que les agriculteurs des zones d'agriculture pluviale ont besoin de soutien pour réduire les risques auxquels ils sont confrontés et pour atteindre le potentiel de production.

30. La réunion a convenu que l'utilisation des eaux usées traitées pour l'irrigation pouvait être très avantageuse. Toutefois, la réunion a souligné la nécessité d'une gestion appropriée et d'un suivi professionnel pour réduire les risques de pollution. Des technologies de traitement et des outils de gestion sont disponibles, mais l'assistance technique et la coopération régionale sont nécessaires pour les transférer et les faire adopter.

31. La réunion a noté que des rencontres régionales et internationales récentes sur les services de conseil en irrigation, organisées par la FAO, avaient identifié l'absence ou la faiblesse des services de conseil en irrigation comme l'un des principaux obstacles à l'obtention de meilleurs résultats et a souligné la nécessité d'accorder la priorité à cette question. La réunion a estimé que le renforcement de la capacité des parties prenantes en matière d'irrigation était indispensable pour surmonter le manque de compétences, la mauvaise organisation, les législations inefficaces et le manque de motivation, qui souvent compromettaient les meilleurs projets d'irrigation.

32. La réunion **a invité** les États Membres à :

- revoir leurs politiques de l'eau de façon à les axer davantage sur la rareté, la préparation aux sécheresses et l'atténuation de leurs effets, et la mise en place ou le réexamen des cadres réglementaires en matière d'eau, en vue de mettre en œuvre des mesures de réduction des pertes hydriques et de la pollution ;
- renforcer l'efficacité d'utilisation de l'eau et envisager le recouvrement des coûts des services d'irrigation comme les coûts de fonctionnement et maintenance;
- adopter des ajustements structurels concernant la gestion de la demande de l'eau et des bassins versant, comme des réformes institutionnelles, l'organisation des bénéficiaires et leur participation à la gestion des périmètres d'irrigation, la participation du secteur privé, ainsi que le renforcement des ressources humaines pour la gestion de l'eau d'irrigation, tout en mettant l'accent sur les agriculteurs et les fournisseurs de services ;
- promouvoir l'utilisation des ressources en eau non conventionnelles et appuyer la recherche sur la réutilisation sans risque des eaux usées épurées, des eaux saumâtres et des eaux salines, en prêtant dûment attention à l'agriculture pluviale, à l'amélioration de l'efficacité d'utilisation de l'eau et de la gestion des cultures, et à la sélection de variétés tolérantes à la sécheresse et à la salinité.

33. La réunion **a demandé** à la FAO de :

- continuer à fournir une assistance technique à ses États Membres pour l'examen et la mise en œuvre de leurs politiques, de leurs réglementations et de leurs institutions;
- aider les États Membres à élaborer, promouvoir et adopter des outils technologiques adaptés à la gestion de la demande d'eau et des bassins versants;
- appuyer le renforcement des capacités et faciliter l'échange de données d'expérience et d'informations entre États Membres sur des aspects pertinents de la gestion de l'eau destinée à l'agriculture ;

- organiser un atelier régional sur la gestion de la récupération de l'eau et des crues et aider les pays à élaborer des stratégies appropriées. À cet égard, l'Iran a proposé d'accueillir et de financer un tel atelier ;
- plaider en faveur d'une meilleure productivité de l'eau dans le secteur agricole.

Sécurité Sanitaire des Aliments et Commerce International dans la région du Proche-Orient

34. La réunion a examiné le document NERC/04/5 intitulé « Sécurité sanitaire et commerce international des denrées alimentaires dans la région du Proche-Orient » et a noté que la sécurité sanitaire des aliments était désormais au cœur des débats sur le commerce international une fois conclus le Cycle d'Uruguay en 1995. Depuis lors, les mesures sanitaires et phytosanitaires appliquées dans les pays développés étaient devenues de plus en plus détaillées et strictes et dans certains cas limitaient les échanges et/ou augmentaient de façon notable le coût des exportations de denrées alimentaires en provenance des pays du Proche-Orient.

35. La réunion a reconnu que compte tenu de l'amenuisement des ressources naturelles, notamment de l'eau, la satisfaction des besoins alimentaires et la sécurité alimentaire dépendaient dans une large mesure des importations ; il fallait donc contrôler la qualité et la sécurité sanitaire des produits importés pour assurer la santé publique. D'autre part, les exportations de denrées alimentaires constituaient pour les pays de la région, notamment pour les pays non producteurs de pétrole, une importante source de devises. Par conséquent, la réunion a souligné qu'il fallait mettre en place des systèmes de sécurité sanitaire performants pour conserver et accroître les parts de marché des exportations de produits alimentaires et agricoles.

36. La réunion a reconnu que si plusieurs pays de la région avaient pris des mesures pour se doter de nouveaux systèmes de sécurité sanitaire des aliments ou améliorer les systèmes existants, par exemple en remaniant leur législation alimentaire en fonction des critères internationaux, en élaborant des stratégies nationales de contrôle des denrées alimentaires, en harmonisant leurs normes avec celles du Codex Alimentarius, en introduisant de bonnes pratiques de fabrication et l'assurance de qualité et en adoptant une approche fondée sur la gestion des risques, la capacité de la plupart des pays laissait encore beaucoup à désirer pour que la sécurité sanitaire des aliments produits ou importés puisse être contrôlée de manière efficace et que le respect des normes de sécurité sanitaire puisse être prouvé sur les marchés d'exportation. Ceci était d'autant plus important que les exportations de la région consistaient principalement en fruits, légumes, huile d'olive et poissons, pour lesquels les critères de sécurité sanitaire étaient très stricts et changeaient continuellement, notamment sur les marchés de l'Union européenne où les normes alimentaires étaient plus strictes que celles d'autres marchés d'exportation.

37. La réunion a noté que même si les bonnes pratiques de fabrication (BPF), les bonnes pratiques agricoles (BPA) et le système HACCP étaient de plus en plus acceptés et utilisés dans toute la région, ils l'étaient toutefois sur une base volontaire. La réunion a noté également que dans beaucoup de pays de la région, les systèmes de contrôle des denrées alimentaires étaient encore exagérément fragmentés, peu développés ou obsolètes. Au niveau national, la responsabilité de la sécurité sanitaire des aliments incombait habituellement à plusieurs ministères ou départements différents, sans que les rôles soient très clairs et la coordination entre institutions très efficace. Dans certains pays, les législations alimentaires ne se distinguent pas des législations plus générales concernant la santé publique ou la

prévention des fraudes. Dans d'autres, les systèmes d'inspection demeurent axés sur le contrôle du produit final.

38. La réunion a noté que même si certains pays avaient adopté avec succès l'approche fondée sur l'analyse des risques, beaucoup d'autres appliquaient encore des critères et des restrictions sans justification scientifique. En outre, la réunion s'est déclarée préoccupée de l'inefficacité, dans la plupart des pays, des mécanismes de surveillance des maladies transmises par les aliments et du fait que l'information, lorsqu'elle existait, n'était pas communiquée aux autorités chargées du contrôle des aliments.

39. La réunion a noté également avec préoccupation que plusieurs pays avaient du mal à se conformer aux normes internationales de sécurité sanitaire et de qualité, faute de capacités en matière de recherche scientifique, d'essais et de méthodes de démonstration de la conformité et de l'équivalence. Les expéditions de denrées alimentaires en provenance de certains pays de la région avaient de ce fait été rejetées, voire interdites, ce qui avait entraîné d'importantes pertes économiques pour les pays exportateurs et des difficultés considérables pour regagner les parts de marché ainsi perdues dans des pays développés qui représentaient auparavant un marché important.

40. La réunion a souligné qu'en règle générale, la plupart des pays de la région manquaient de capacités et de fonds pour planifier et mettre en œuvre des politiques en matière de sécurité sanitaire et de commerce international des denrées alimentaires pour appliquer les règlements internationaux pertinents, pour tirer parti des débouchés et pour participer aux travaux d'organes normatifs internationaux comme le Codex Alimentarius.

41. La réunion a souligné que les pays de la région étaient confrontés à un véritable défi, puisqu'ils devaient améliorer la qualité SPS de leurs exportations alimentaires pour qu'elles soient conformes aux critères reconnus sur le plan international, ainsi qu'aux normes encore plus élevées fixées par les pays développés, tout en se préparant à d'autres défis concernant le contrôle et la certification des importations et des exportations alimentaires, les aliments dérivés d'organismes génétiquement modifiés, le principe de traçabilité, les aliments d'origine biologique et l'évaluation scientifique des risques chaque fois que le produit ne correspondait pas aux normes internationales.

42. La réunion **a demandé** aux États Membres de :

- moderniser leurs systèmes de contrôle des denrées alimentaires en créant un cadre réglementaire approprié, en renforçant la capacité des services d'inspection, en améliorant la capacité des laboratoires de contrôle et en précisant les rôles et responsabilités des institutions compétentes afin de réduire les double emplois;
- renforcer l'expertise scientifique et technique nationale et leur participation aux travaux de la Commission du Codex Alimentarius ;
- appliquer des systèmes d'assurance de la qualité pour la production et la transformation des denrées alimentaires ;
- renforcer les capacités nationales de surveillance des maladies transmises par les aliments et créer un système d'alerte rapide et un mécanisme de communication avec les autorités chargées du contrôle des denrées alimentaires pour mettre en place les mesures correctives nécessaires, et sensibiliser les consommateurs sur ces questions.

43. La réunion **a demandé** à la FAO de :

- continuer à aider les pays à renforcer leurs capacités en matière de gestion de la sécurité sanitaire des aliments, en leur fournissant une assistance technique fondée sur leurs besoins, aux niveaux régional, sous-régional et national, dans les limites des ressources financières et humaines disponibles et en collaboration avec l’OMS ;
- recourir aux mécanismes adéquats pour faciliter la communication et l’échange d’informations ou de données d’expérience sur la surveillance des maladies d’origine alimentaire entre pays de la région, ainsi que sur les dangers liés aux denrées alimentaires.

Création de la Commission de la santé animale pour le Proche-Orient et l’Afrique du Nord (AHCNENA)

44. La réunion a examiné le document NERC/04/6 intitulé « Création de la Commission régionale de la santé animale pour le Proche-Orient et l’Afrique du Nord ». La réunion a insisté sur la nécessité d’une coopération et d’une coordination entre les pays pour le suivi, la signalisation et le contrôle des maladies, afin d’améliorer la santé animale dans la région et le contrôle des maladies animales transfrontières. La réunion a noté que le document avait pour but d'examiner les aspects juridiques de la création de la Commission.

45. La réunion a pris acte des recommandations précédentes concernant la création de la Commission de la santé animale pour la région, adoptées par diverses instances techniques et régionales, notamment la vingt-cinquième Conférence régionale, tenue en 2000 à Beyrouth, qui avait décidé à l’unanimité de créer cette Commission.

46. La réunion *a apprécié* les efforts faits par la FAO et par son Bureau régional pour le Proche-Orient pour faciliter la création de la Commission, notamment l’accueil du Secrétariat provisoire au sein du Bureau régional de la FAO; l’établissement d’une liste d’adresses électroniques incluant les vétérinaires en chef, les organisations régionales associées, les spécialistes de l’élevage, ainsi que les bureaux FAO et PNUD de la région; la création d’un site web pour la Commission (<http://www.ahcna.net>); la production, la reproduction et la distribution des publications de la FAO concernant les maladies animales; et l’organisation de la deuxième Table ronde sur la fièvre aphteuse en octobre 2003 au Caire.

47. La réunion *a apprécié* l’offre du Koweït d’accueillir et d’appuyer cette Commission lorsqu'elle serait établie.

48. Un certain nombre de représentants de pays ont déclaré devoir demander des conseils juridiques supplémentaires.

49. Après un long débat, la réunion a décidé de communiquer l’Accord portant création de la Commission régionale de la santé animale pour le Proche-Orient et l’Afrique du Nord à la réunion ministérielle pour décision finale.

Rapport de la 3^{ème} Session de la Commission de l’agriculture et de l’utilisation des terres et des eaux pour le Proche-Orient (ALAWUC)

50. La réunion a examiné le rapport de la Commission de l’agriculture et de l’utilisation des terres et des eaux pour le Proche-Orient qui s’était réunie du 9 au 11 mars 2004 à Doha (Qatar). Après l’avoir examiné et commenté, la réunion **a adopté** ce rapport avec quelques amendements.

III. AUTRES QUESTION

A. Événements Collatéraux

(i) Table ronde sur le financement du développement agricole au Proche-Orient

51. La réunion s'est félicitée de la décision prise par la FAO d'organiser, en collaboration avec la Banque islamique de développement, la Table ronde sur le financement du développement agricole au Proche-Orient, en marge de la Conférence régionale. Cette Table ronde avait pour objectif d'augmenter les flux de financement destinés au développement agricole. Elle a **demandé à** la FAO d'organiser régulièrement ce type de réunion, afin de faciliter la coordination avec ses partenaires du développement représentant des institutions financières et des bailleurs de fonds régionaux et internationaux (pour de plus amples renseignements sur les débats tenus à l'occasion de cette table ronde, voir Annexe F).

(ii) Stratégie sous-régionale pour la sécurité alimentaire en Afrique du Nord

52. La réunion a pris note de la consultation organisée en marge de la Conférence en vue de débattre des possibilités de définir une stratégie sous-régionale de sécurité alimentaire intéressant les États Membres de l'Afrique du Nord. Des représentants de tous les États Membres de la sous région ont participé à cette consultation. La réunion a souligné l'importance de l'accord de principe conclu lors de la consultation, concernant la définition commune d'une stratégie sous-régionale par les pays de la sous région, l'UMA et la FAO.

B. Efforts pour le Contrôle du Criquet Pèlerin

53. La réunion s'est félicitée des efforts déployés par la FAO dans le domaine de la lutte contre le criquet pèlerin, grâce au programme EMPRES. Elle **a exhorté** les pays donateurs à fournir de toute urgence leur appui à la lutte contre les essaims de criquets pèlerins dans la région Ouest.

C. Technologie de l'Information en Agriculture et en Milieu Rural

54. La réunion s'est félicitée du nouveau programme mis en œuvre par la FAO en vue de combler le fossé numérique rural et **a sollicité** un appui pour la création de partenariats internationaux axés sur l'exploitation de l'information et des connaissances, en vue d'augmenter la sécurité alimentaire et de lutter contre la pauvreté, et de renforcer les capacités humaines et institutionnelles à cet égard.

IV. CONCLUSION

Adoption du rapport de la réunion des hauts fonctionnaires

55. La réunion a adopté le rapport après des débats intenses et quelques amendements.

Clôture de la réunion des hauts fonctionnaires

56. Après un bref discours de remerciement prononcé par le représentant de la République islamique d'Iran, au nom des délégués, du Représentant de la FAO et du président, la réunion a été déclarée close à 18 heures, le 15 mars 2004.

**TABLE RONDE
SUR
LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
DANS LA RÉGION du PROCHE ORIENT**

Doha, Etat du Qatar, 15 mars 2004

conjointement organisée par la Banque de Développement Islamique et la FAO

Compte rendu résumé

Table Ronde Sur Le Financement Du Développement Agricole Dans La Région Du Proche Orient

27ème Conférence Régionale de la FAO pour la Région du Proche Orient (NERC)

Doha, Qatar, 15 mars 2004

1. La table ronde sur le financement du développement agricole a été tenue le 15 mars, 2004 comme étant un événement latéral à la 27ème Conférence Régionale de la FAO pour le Proche Orient (NERC), qui s'est tenue à Doha, Qatar, durant la période 13-17 mars 2004. La table ronde a été conjointement organisée par la Banque de Développement Islamique (IDB) et la FAO. Le but de cette table ronde était de discuter les moyens de mobiliser les ressources financières afin de contribuer à satisfaire les besoins des pays du Proche Orient pour réaliser un développement agricole durable ainsi qu'une sécurité alimentaire et aussi d'augmenter l'investissement dans le domaine de l'agriculture. 56 participants ont assisté à cette réunion représentant 14 pays ainsi que les représentants de plusieurs agences financières et de développement régionales et internationales. Les délégations de quelques pays membres ont inclus des représentants des Ministères des finances respectifs.

2. Trois exposés techniques ont été présentés, dont les deux premiers ont été présentés respectivement par la FAO et ont discuté les "Tendances et Questions sur le Financement Agricole et le Développement Rural : Expérience Mondiale ", et le sujet de "Politiques de Développement Agricole Durable dans la Région du Proche Orient: Défis, Problèmes et Opportunités pour le Financement du Développement Agricole". Le troisième papier, qui a été présenté par le représentant de la Banque Islamique de Développement, s'est concentré sur "Le financement de la Banque Islamique de Développement des projets agricoles : Opportunités et contraintes". Des discussions propices et animées ont été tenues par les participants.

3. La table ronde a observé les différents types de ressources externes disponibles ; les facteurs affectant la mobilisation et l'attribution de ressources domestiques; les contraintes des voies de financement pour l'auto investissement des fermiers. Elle a discuté également les questions des contraintes de l'absorption de capacité et le rôle que les gouvernements de la région pourraient jouer pour aider à résoudre ces questions. Les contraintes de l'augmentation de l'investissement sur tous les niveaux ont été discutées, tout en insistant sur les moyens de s'assurer que les fonds d'investissement sont vraiment à la portée des agriculteurs et producteurs. Les impacts négatifs d'exportation subsidiaire fournis par les pays développés et d'autres formes de débauchages sur les niveaux nationaux, régionaux et globaux concernant l'investissement agricole dans les pays en voie de développement ont été également soulignés.

4. La réunion a noté que , malgré le progrès significatif accompli pendant la dernière décennie par les pays de la région du Proche Orient sur le plan de la croissance économique, la pauvreté et l'insécurité alimentaire étaient pourtant répandues dans beaucoup de pays de la région.

5. La réunion a constaté que la région a besoin d'améliorer la compétitivité de ses secteurs agricoles et que la disponibilité de la main d'oeuvre à prix réduit, la proximité étroite aux marchés potentiels d'exportation ainsi qu'une base raisonnable de ressources naturelles fournissent une excellente occasion pour augmenter les exportations agricoles aux marchés régionaux et européens. Elle a souligné que la clef à l'amélioration de la compétitivité serait d'investir en infrastructure physique, en capital humain, et en recherche et technologie,

puisque les investissements publics et privés peuvent élever le revenu pour les producteurs agricoles ou diminuer les coûts de leur production agricole.

6. La réunion a souligné que la région du Proche Orient a fait face à un problème sérieux de manque d'eau (en quantité et en qualité), qui a fait recourir à améliorer l'efficacité productive et allocutive de l'utilisation de l'eau, et la formulation de rapports clairs de politique nationale et de plans nationaux de gestion des ressources en eau.

7. La réunion a été également convaincue que la faim, ou le manque d'accès à la nourriture, était un des plus grands traits de la pauvreté et que le concept de la sécurité alimentaire a constitué un outil efficace muni par la planification et la surveillance de politiques et d'initiatives visant la réduction de la pauvreté.

8. La réunion a noté que la déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et que le plan d'action du Sommet Mondial de l'Alimentation en 1996 et par le Sommet Mondial de l'Alimentation : *5 ans après* (WFS:fyI) convoqué en juin 2002, a apporté à l'avant l'engagement global pour éliminer la faim et la malnutrition et pour achever une sécurité alimentaire durable pour tout les peuples, et que cet engagement global a été réaffirmé plus tard dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement (MDGs) qui a suivi le Sommet du Millénaire en l'an 2000.

9. La réunion a remarqué que la contribution de l'agriculture à la croissance économique et son rôle comme secteur productif dans l'économie a besoin d'être reconnu et reflété dans les attributions budgétaires. La réunion a également remarqué que la croissance agricole a eu beaucoup plus d'effet sur la réduction de pauvreté que la croissance d'autres secteurs.

10. Il a également été noté que malgré que la plupart des investissements ont été préalablement mobilisés par les producteurs eux-mêmes, à travers leurs dépenses pour l'agriculture, la sylviculture et la pêche, le secteur public a pourtant joué un rôle assez critique en fournissant des incitations et en créant un environnement favorisant des investissements pareils et de même pour assurer la disponibilité suffisante des biens publics (infrastructure de base, règle de loi, paix et sécurité).

11. La réunion a identifié en particulier la mobilisation des ressources pour l'agriculture comme étant fondamentale et doit être supportée par l'investissement dans l'infrastructure, l'éducation, la santé, l'eau potable, la réduction des conflits, le bon gérance et la franchise des marchés.

12. La réunion a été concernée par le fait que le rôle des gouvernements à l'appui des activités économiques en général, et l'agriculture en particulier, a été réduit pendant une décennie à cause des crises financières et des réformes dans la plupart des pays et que les attributions des gouvernements aux ressources publiques à l'agriculture sont demeurées au-dessous de la part de l'agriculture dans le revenu et la génération de l'emploi.

13. Il a été rappelé au cours de la réunion que les dépenses des gouvernements sur la productivité qui a augmenté l'investissement et la conservation de ressources naturelles, telle que la recherche et le développement agricole, l'irrigation et l'infrastructure rurale (routes et électricité y compris), ont eu un impact significatif sur la croissance de la productivité agricole tout en contribuant également à la réduction de la pauvreté. La réunion a identifié que pour permettre aux petits agriculteurs de faire face aux défis de la globalisation, cela exigerait une attention particulière à la capacité rurale, au support institutionnel à la sécurité sociale, aussi bien qu'à des efforts pour améliorer l'infrastructure rurale, y compris les routes, les communications, le commerce, le transport, le stockage et les facilités de procédés aussi bien que la protection écologique.

14. La réunion a convenu qu'un des défis principaux actuels serait de traduire la dépense budgétaire en livraison efficace de services et de soutien au secteur agricole. Elle a également convenu qu'il serait utile que les pays du Proche Orient partagent les expériences de mobilisation des ressources pour l'agriculture et les moyens de réaliser la livraison efficace.

15. La réunion a reconnu la nécessité d'explorer les possibilités d'épuiser les ressources de la société civile et du secteur- privé, gestionnaires et financières, pour contribuer à la fourniture de l'infrastructure et de services sociaux. Ceci devrait être fait d'une manière qui favoriserait la qualité des services, étendrait l'accès aux plus pauvres, en particulier aux femmes, et augmenterait en même temps au maximum les niveaux des ressources publiques allouées à la fourniture d'autres services non commerciaux, y compris la sécurité sociale, qui sont exigés pour établir des sociétés plus justes et plus équitables.

16. La table ronde a conclu que la question la plus importante dans le financement de l'agriculture était de pouvoir s'assurer que les fonds d'investissement atteignent les producteurs mêmes. En outre, les options pour procurer des finances rurales ont été discutées et tous les pays **ont été convoqués** pour faciliter l'accès aux finances par de petites et moyennes entreprises par l'octroi de crédit - en particulier micro crédit - avec les arrangements de garantie, aussi bien que par l'introduction de segments dans la bourse.

17. La réunion **a invité** les Ministères de l'agriculture pour travailler plus étroitement avec les Ministères des finances.

18. La table ronde a souligné que les établissements de financement et les associés de développement devraient améliorer leurs propres procédures dans le traitement de projets, fourniture, déboursement, et surveillance. La réunion a également insisté sur le besoin de collaboration plus étroite parmi toutes les parties concernées dans la formulation du développement agricole ainsi que dans les projets concernant la sécurité alimentaire, et qu'une telle collaboration devrait commencer à partir des premières phases d'identification et de la formulation des projets, y compris la possibilité de missions de formulation communes.

19. La réunion a souligné l'utilité de l'appui de la FAO dans le domaine de la formulation des stratégies nationales et régionales et des programmes de nourriture commissionnés par les établissements financiers et les organismes régionaux.

20. La discussion a identifié les priorités d'investissement dans la région pour inclure : 1) la priorité future pour l'investissement dans le secteur de l'eau qui devrait suivre une politique de trois fourches de gestion de demande de l'eau, de l'amélioration de la qualité de l'eau environnementale, et de la sélection de moyens d'intervention pour améliorer l'approvisionnement ; 2) l'infrastructure pour faciliter le commerce ; 3) l'intérêt devrait être donné aux services de support agricoles fournis principalement par le secteur privé, tout en accentuant le rôle important du gouvernement en tant que facilitateur et fournisseur d'un environnement favorable ; et 4) l'établissement d'une politique favorable d'environnement comprenant une macro stabilité pour réduire l'incertitude environnant l'investissement ; la promotion des marchés et la libération des prix relatifs pour soutenir la rentabilité de l'investissement ; l'exécution d'un code bien défini et efficacement imposé concernant les droits de propriété qui abaisseraient le coût des affaires ; et la promotion d'établissements politiques adaptés en vue de stimuler le consensus social et la stabilité politique.

21. La réunion a été convaincue qu'il ne pourrait y avoir aucun espoir de rencontrer l'objectif du Sommet Alimentaire Mondial (WFS) si la volonté politique de diriger les ressources suffisantes vers la réduction de la faim n'était pas renforcée, et à moins que les ressources exigées pour mettre fin à la faim existaient.

22. La réunion a convenu qu'en revitalisant le secteur agricole, y compris le bétail, la sylviculture et la pêche, et cela exige l'investissement par la création de conditions favorables pour la participation du secteur privé. En outre, il faut donner beaucoup d'attention à l'égard du développement de la capacité humaine, aux recherches scientifiques et au transfert de la technologie et à d'autres éléments cruciaux au développement agricole tout en combattant les contraintes faisant face à la productivité agricole, telle que l'infertilité du sol, la gestion faible de l'eau, l'infrastructure défavorable, les parasites et les maladies.
23. La réunion a invité les pays de la région à mettre en application, comme question pressante, des politiques et des mesures pour le développement agricole et rural, en mobilisant les ressources appropriées pour ces secteurs à la mesure de leurs contributions respectives à l'économie et à la capacité nationale qui contribueront à réduire la pauvreté, la faim et l'insécurité alimentaire. Les engagements accordés auparavant par les pays membres de la région du Proche Orient à travers d'autres initiatives (telles que le NEPAD pour les pays Africains du Proche Orient), pour augmenter l'investissement dans le développement agricole et rural, ont été notés.
24. La réunion a également convenu que tous les efforts devraient être faits par tous les intéressés pour valoriser les consultations aux niveaux nationaux et régionaux avec les organismes de la société civile et d'autres partenaires principaux, y compris le secteur privé, femmes et associations de la jeunesse, etc., qui désirent améliorer leur participation active à tous les aspects de développement agricole et de la production de nourriture .
25. La réunion a également invité les pays membres à intensifier la coopération avec la FAO et les autres partenaires de développement, y compris les banques de développement régionales et internationales, tout en notant avec appréciation, le rôle positif qu'ils ont joué durant les dernières années dans l'appui de l'agriculture et de la sécurité alimentaire.
26. La réunion a fortement salué la FAO et la Banque Islamique de Développement pour tenir une telle table ronde et **a chargé** la FAO de tenir des consultations/réunions de suivi avec les pays membres, les instituts financiers concernés et les partenaires en développement pour lancer le dialogue davantage sur les questions relatives au financement du développement agricole.
27. La réunion **a sollicité** la FAO de considérer l'inclusion du financement du développement agricole comme sujet de discussion, ou l'organisation d'un événement latéral additionnel sur ce sujet pendant la prochaine conférence régionale de la FAO pour le Proche Orient.

**RÉUNION LATÉRALE
SUR
LA STRATÉGIE SOUS-RÉGIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT
AGRICOLE ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DURABLE POUR
L'AFRIQUE DU NORD**

Doha, Etat du Qatar, 15 mars 2004

Compte rendu résumé

Stratégie sous-régionale pour le développement agricole et la sécurité alimentaire durable pour l'Afrique du Nord

Doha, Qatar, 15 mars 2004

1. Une réunion latérale a été tenue pour discuter la stratégie et le programme sous-régionaux pour la sécurité alimentaire pour l'Afrique du Nord. La réunion a été suivie par les représentants des pays membres de la région secondaire (Libye, Tunisie, Maroc, Algérie et Mauritanie) en plus des fonctionnaires des bureaux régionaux et sous-régionaux de la FAO. La réunion a rappelé les efforts de la FAO effectués pour soutenir les pays de la région en développant des stratégies nationales pour la sécurité alimentaire de même que des stratégies et des programmes régionaux/sous-régionaux en vue de soutenir les pays membres en réalisant le but de sécurité alimentaire à travers des actions spécifiques complétant les efforts nationaux. Les efforts de la FAO avec d'autres groupes économiques régionaux dans la région (CAEU et ECO) ont été passés en revue et discutés. Les éléments du cadre stratégique et de l'assistance technique envisagée préparés auparavant par le secrétariat de l'union arabe du Maroc (AMU) en collaboration avec la FAO ont été décrits et discutés.

2. La réunion a été mise au courant du Protocol/Accord récemment signé entre la FAO et le secrétaire de l'AMU, et les réunions en cours du comité techniques du secrétariat de l'AMU. La réunion a convenu que les représentants des pays membres qui ont assisté à cette réunion latérale feraient part à leurs gouvernements de l'importance du brouillon préparé par le secrétariat en collaboration avec la FAO. Elle a également accepté de demander la discussion du brouillon par le Comité de l'AMU pour la sécurité alimentaire qui se réunirait pendant le troisième trimestre de 2004. Le bureau sous-régional de la FAO en Tunisie se chargerait de suivre ce sujet avec le secrétariat de l'AMU et les pays membres comme convenu. Le représentant du pays d'accueil pour le Comité de l'AMU, mentionné ci-dessus, a indiqué la bonne volonté d'inclure le brouillon comme sujet de discussion au cours de cette réunion. La FAO (RNE/SNE) a exprimé sa disponibilité à fournir l'appui technique pour des discussions supplémentaires sur la formulation du document d'un tel projet, à la demande des concernés.